

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 1 / MARS 2022

Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération

www.un-seul-monde.ch



**« FOR THE PLANET.
FOR THE PEOPLE »**

Les 31 mars et 1^{er} avril, la Suisse organise à Genève un congrès international sur le thème de la transformation vers une neutralité carbone juste.

DOSSIER

TRANSFORMATION DURABLE



8

Innovation, synergies et humilité

La DDC organise, les 31 mars et 1^{er} avril prochains, à Genève un congrès international intitulé « For the Planet. For the People ».

11

Vers une action climatique équitable

Protection du climat et réduction de la pauvreté ne peuvent être dissociés.

16

« Le climat est aussi une question de justice globale »

Entretien avec Ivo Wallimann-Helmer, philosophe et professeur en humanités environnementales à l'Université de Fribourg.

18

Renforcer l'aide humanitaire sur le terrain

En cas de catastrophe, la DDC travaille de plus en plus avec des équipes d'intervention sur place.

UN SEUL MONDE en ligne:

www.un-seul-monde.ch
www.eine-welt.ch
www.un-solo-mondo.ch
www.one-world-magazine.ch

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

20

Récompenser la créativité des jeunes

Le Prix Jeunesse et futur « Together we're better » établit un dialogue avec les jeunes et récompense leur engagement.

22

L'exemple de la jeunesse

Sur la planète entière, des jeunes contribuent à un avenir durable dans le cadre du « One Million Youth Actions Challenge ».

23

Faits et chiffres

HORIZONS

ARMÉNIE



24

Les visages d'une nation tourmentée

L'Arménie cherche sa voie après la guerre du Haut-Karabakh.

28

Sur le terrain avec...

Werner Thut, directeur régional adjoint des programmes de la DDC dans le Caucase du Sud.

29

Engagement et assiduité

Le danseur Vahe Israyelyan relate son parcours de vie.

FORUM



30

« Même s'il est difficile de prédire l'avenir, nous pouvons le préparer »

L'interview du président de la Confédération et chef du DFAE Ignazio Cassis.

34

Vers un monde plus durable et plus juste

Carte blanche: la Genevoise Océane Dayer nous invite à réinventer le fonctionnement de la planète.

CULTURE



36

« Je voulais redonner une voix à ces figures disparues du Congo »

Entretien avec l'écrivain congolais Blaise Ndala, lauréat du Prix Kourouma 2021.

- 3 Éditorial
- 4 Périscope
- 40 Service
- 43 Coup de cœur avec Cornelia Müller
- 43 Impressum

LES JEUNES, AU CŒUR DE L'ACTION CLIMATIQUE



Cela fera bientôt trois décennies que les dirigeants mondiaux négocient les modalités de la lutte contre le changement climatique. Or, les actions entreprises ne sont absolument pas à la hauteur des enjeux. Malgré les nouveaux engagements pris lors du dernier sommet mondial à Glasgow, tout indique que le réchauffement de la planète dépassera le seuil de 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels, étant donné l'absence d'action concertée.

Les efforts déployés pour associer davantage les jeunes à la prise de décisions et à la mise en œuvre de solutions montrent combien il est urgent de placer la justice climatique au cœur du développement durable. Aucun autre groupe n'est autant impliqué dans la résolution de la crise climatique. Pourtant, nous constatons régulièrement, à l'occasion de dialogues et de conférences, que nos idées ne sont pas pleinement prises en compte dans les décisions. Cette approche purement symbolique doit cesser si nous voulons renforcer l'efficacité à long terme des mesures d'atténuation et d'adaptation pour améliorer la résilience sociale, économique et écologique.

La mobilisation des jeunes en faveur du climat et du développement durable est particulièrement importante pour apporter des solutions sur le terrain. Les personnes âgées de moins de 24 ans représentent environ 40% de la population mondiale. Il faut mettre à profit leur capacité à élaborer des solutions, notamment dans les pays en développement qui manquent de ressources alors qu'ils sont plus vulnérables que les États industrialisés. Il est tout aussi vital de mener et de soutenir des actions à grande échelle, comme l'éducation au changement climatique, la promotion

des énergies renouvelables ou la gestion intégrée de l'eau, que de demander l'adoption de lois et de stratégies sur ces questions.

Les actions menées par les jeunes sont également cruciales pour la conservation de la biodiversité et des écosystèmes. La nature doit inspirer nos actions; c'est elle qui recèle les écosystèmes les plus résilients et ceux qui présentent la plus grande diversité. Les jeunes sont disposés à collaborer avec toutes les parties prenantes (scientifiques, responsables politiques, dirigeants économiques, peuples autochtones, gouvernements locaux et activistes) pour plus de durabilité.

Le «One Million Youth Actions Challenge» (1MYAC), lancé par la DDC, est une initiative stimulante visant à créer un mouvement mondial de la jeunesse en faveur de la durabilité. Comme l'ont démontré les épisodes caniculaires, les inondations et les autres catastrophes naturelles dans le monde et comme l'a confirmé la pandémie de Covid-19, nous devons préserver la santé de notre planète MAINTENANT!

Il est temps d'en finir avec les approches sectorielles, le déni ou l'égoïsme, car tous les signes pointent vers une crainte commune: sans actions drastiques, nous atteindrons le point de non-retour d'une crise climatique ingérable, provoquant des pertes et des dommages irréversibles, menaçant le bien-être, la sécurité et la paix. Le seul moyen d'éviter ce point de non-retour sera d'associer davantage les jeunes d'aujourd'hui aux décisions et aux actions visant à orienter notre monde vers un avenir durable, qui ne laissera personne de côté.

www.1myac.com

John Leo Algo, ambassadeur 1MYAC des Philippines (auteur principal)

Zuhura Ahmad, ambassadrice 1MYAC de Tanzanie

Ibrahim Abdullah, ambassadeur 1MYAC de Syrie



QUAND LE CINÉMA AFRICAIN CRÉE DES EMPLOIS

(sam) L'industrie cinématographique des pays africains a le potentiel de créer jusqu'à 20 millions de nouveaux emplois, selon un rapport de l'Unesco, l'agence culturelle des Nations Unies. En plein essor, le cinéma nigérian, ou «Nollywood», est le deuxième plus important du monde en termes de production. Le Sénégal offre également des opportunités croissantes pour les productions cinématographiques locales, qui sont de plus en plus demandées sur Netflix et Disneyplus. La plupart des industries créatives en Afrique manquent cruellement de moyens. Ceci est en partie dû à un manque d'investissements de la part des autorités politiques. Par ailleurs, une grande partie des fonds générés par l'industrie cinématographique africaine n'est pas réinjectée dans l'économie locale. Deux tiers des pays africains reconnaissent que plus de la moitié des revenus sont détournés ou perdus au travers du piratage. La législation devrait être beaucoup plus stricte dans ce domaine.

www.unesco.org/fr (recherche : industrie film Afrique)

LES MÉDIAS SE DÉSINTÉRESSENT DU SUD GLOBAL

(sam) Enfants affamés, guerres et populations déplacées : les médias occidentaux donnent souvent une image négative et stéréotypée du Sud global. Ce constat est désormais scientifiquement établi par l'étude *Vergessene Welten und blinde Flecken. Die mediale Vernachlässigung des Globalen Südens* («Mondes occultés et angles morts. La négligence du Sud global par les médias») de Ladislav Ludescher, chercheur à l'Université de Heidelberg (D). Ce dernier a analysé quelque 5100 éditions du «Tagesschau» (téléjournal) de 1996 et de la période 2007 à 2019. Résultat : les pays du Sud sont massivement sous-représentés dans la couverture médiatique. Une analyse complémentaire pour l'année 2020 indique que ce traitement défavorable s'est encore renforcé lors de la pandémie. L'une des raisons identifiées est le nombre insuffisant de journalistes correspondants à l'étranger. L'auteur alerte sur cette «cécité

médiatique» au détriment de certains thèmes ou pays, qui se répercute également sur les décisions politiques.

www.ivr-heidelberg.de/studie

LA SANTÉ ET LE CLIMAT

(sch) Dans une lettre ouverte, plus de 450 organisations internationales issues de 102 pays, représentant 45 millions de professionnelles et professionnels de la santé, appellent les chefs d'État à faire davantage pour lutter contre la crise climatique. Le personnel soignant subit déjà quotidiennement les effets du réchauffement climatique : plus de sept millions de personnes meurent prématurément chaque année en raison de la combustion de carburants fossiles et de la pollution atmosphérique. Les organisations signataires mettent en garde contre une forte augmentation des maladies à vecteurs (dont les agents pathogènes sont transmis par des moustiques ou des tiques) et de celles causées par l'eau ou les aliments contaminés. Les vagues de chaleur et l'air pollué créent des situations de plus en plus critiques dans les villes en expansion. Les États les plus touchés sont les pays en développement et ceux qui ont le moins de ressources pour s'adapter aux risques sanitaires.

www.healthyclimateletter.net

LABELS INDIENS EN QUÊTE DE DURABILITÉ

(sch) Nishanth Chopra, 26 ans, est le fondateur de l'entreprise Oshadi. Il a grandi à Erode, une plaque tournante du textile dans le sud de l'Inde. Très tôt, il commence à s'interroger sur les grands groupes de l'habillement, avec leurs salaires de misère pour les ouvrières et leur impact sur l'environnement. Car la production de coton consomme d'énormes quantités d'eau et de pesticides, et les monocultures appauvrissent les sols. En 2016, Nishanth Chopra lance sa propre marque de vêtements pour femmes. Il motive les familles paysannes à passer à l'agriculture biologique, avec des cultures alternées, une biodiversité accrue et des produits phytosanitaires naturels à base de piment,



COUP DE CRAYON d'Enrico Bertuccioli (Italie)



d'ail et de gingembre. Son entreprise a banni les teintures chimiques et mise sur l'artisanat. Elle favorise le maintien du tissage traditionnel et permet aux tisserandes licenciées à la suite de la pandémie de toucher un revenu alternatif grâce au travail à domicile. D'autres labels de mode indiens comme Tula suivent aujourd'hui le mouvement. www.notjustalabel.com

UNE COUVEUSE ADAPTÉE AUX PAYS AFRICAINS

(zs) La couveuse «RobustNest» représente un grand espoir pour l'Afrique. Chaque année, plus d'un million de nouveau-nés y meurent d'hypothermie. En cause notamment: un équipement inadéquat ou défaillant ainsi que des coupures de courant. Or, une couveuse sans électricité quelques minutes ou heures peut engendrer des lésions irréversibles chez le nourrisson, voire son décès. Pour augmenter les chances de survie des bébés, l'EssentielTech Center de l'EPFL a développé une batterie thermique qui offre quatre heures d'autonomie sans apport d'électricité. Elle est constituée de paraffine, un «matériau, qui mobilise beaucoup d'énergie lorsqu'il passe de l'état liquide à l'état solide, pour emmagasiner puis libérer progressivement de la chaleur,

de façon contrôlée», détaille l'EPFL. RobustNest bénéficie également d'un design sur mesure: compact, léger et solide. Ce projet est le fruit d'un partenariat pluridisciplinaire: le Centre hospitalier universitaire vaudois, les Hôpitaux universitaires genevois, le Center for Public Health and Development de Nairobi (Kenya) ainsi que l'École cantonale d'art de Lausanne y ont contribué. La production de la couveuse est prévue au Kenya et sa distribution dans toute l'Afrique. www.epfl.ch (recherche: RobustNest)





DOSSIER TRANSFORMATION DURABLE

INNOVATION, SYNERGIES ET HUMILITÉ PAGE 8
VERS UNE ACTION CLIMATIQUE ÉQUITABLE PAGE 11
« LE CLIMAT EST AUSSI UNE QUESTION DE JUSTICE GLOBALE » PAGE 16
RENFORCER L'AIDE HUMANITAIRE SUR LE TERRAIN PAGE 18
RÉCOMPENSER LA CRÉATIVITÉ DES JEUNES PAGE 20
L'EXEMPLE DE LA JEUNESSE PAGE 22
FAITS ET CHIFFRES PAGE 23



Vie quotidienne à Jakarta, en Indonésie. Régulièrement, la mer déborde, inondant les zones résidentielles.

© Nora Bible/afif

INNOVATION, SYNERGIES ET HUMILITÉ

La DDC organise, les 31 mars et 1^{er} avril prochains, à Genève un congrès international intitulé « For the Planet. For the People ».

Un changement climatique plus contrôlé et une résilience plus forte des pays, des populations et des écosystèmes vulnérables seront au cœur des discussions. Avant l'événement, des spécialistes issus de divers secteurs proposent des pistes.

Texte : Zélie Schaller



Quels changements sont-ils nécessaires dans le Nord et le Sud de la planète pour progresser vers un développement durable, sans laisser personne de côté? Quel rôle doit jouer la coopération internationale (CI) dans la lutte contre le changement climatique? Comment peut-elle contribuer à atténuer le phénomène, réduire les risques et renforcer la résilience des populations touchées? Quelles transformations en son sein doit-elle opérer pour y parvenir? Autant de questions qui seront abordées au congrès «For the Planet. For the People. The International Cooperation Forum Switzerland» organisé par la DDC, en collaboration avec différents partenaires.



Des sessions plénières ainsi que des groupes de travail seront mis sur pied pour esquisser des solutions. Y prendront part des décideurs et décideuses, des universitaires ainsi que des représentants et représentantes du secteur privé, de la CI et de la société civile du Nord et du Sud. Avant l'événement, des spécialistes de divers domaines évoquent d'éventuelles pistes.

Pour soutenir les populations particulièrement vulnérables au réchauffement planétaire, toutes et tous soulignent l'importance d'intégrer des mesures d'atténuation et d'adaptation dans l'ensemble des programmes de la CI ainsi que dans les politiques des pays en développement. Gabriela Blatter, de l'Office fédéral de l'environnement, cite un exemple: «Les projets agricoles doivent favoriser à la fois l'adaptation au changement climatique, la sécurité alimentaire et les formes de culture écologique.»

Contribuer à l'Accord de Paris

Autre impératif: «La CI doit aligner ses activités sur les objectifs de l'Accord de Paris», prône Françoise Salamé Guex, cheffe du Réseau climat au sein de la division Coopération et développement économiques du Secrétariat d'État à l'économie. «Si cette démarche est en cours, le problème réside dans la mise en pratique. L'engagement pris en 2009 par les États industrialisés de verser 100 milliards de dollars par an dès 2020 n'a pas été tenu. Ces ressources doivent aller aux pays et aux personnes les plus menacés», déclare l'ONG Helvetas.

Une pépinière au Sénégal. Dans le cadre de l'initiative «Great Green Wall», un «mur» d'arbres de 8000 kilomètres s'étendant à travers onze pays du Sahel doit lutter contre la désertification progressive de la région due aux changements climatiques.

© Benedicte Kurzen/Noor/laif

Pour avancer, il importe de jouer collectif. «Les acteurs, même les plus petits, sont tellement obsédés par leur solution que les synergies n'apparaissent pas. Les projets doivent s'appuyer sur l'intelligence en essaim», tonne Urs Niggli, président d'agroecology.science, institut pour des systèmes agricoles et alimentaires durables. «Une collaboration entre science, conseil et pratique, fondée sur le respect mutuel et l'humilité, est essentielle», argue l'agronome.

N'oublier personne

«Les institutions académiques doivent changer et respecter les savoirs des peuples autochtones et des femmes», soutient Urs Niggli. Un exemple? «Dans de nombreuses communautés rurales, il existe des connaissances traditionnelles sur la manière de récolter l'eau et la rosée. Cela permet de revitaliser les terres agricoles et les pâturages gravement dégradés.» Par ailleurs, «des

FINANCE DURABLE

Dans le cadre de l'International Cooperation Forum Switzerland, sera organisée une session de travail sur la finance durable dans les pays en développement, le but étant d'encourager les investissements respectueux du climat. Cette session évaluera les normes du secteur et la nécessité de les rendre plus crédibles pour promouvoir les investissements verts à grande échelle. Elle explorera les possibilités d'accroître ces derniers et examinera le rôle que la coopération internationale peut jouer à cet égard. Tel est un exemple des thèmes qui seront abordés au congrès le printemps prochain. Des expertes et experts internationaux provenant de divers domaines (sciences, politique, société civile, coopération internationale) évoqueront les problématiques du renforcement et de l'efficacité de la coopération internationale face aux défis climatiques.

projets au Malawi et en Ouganda ont montré que les régimes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement pouvaient être grandement améliorés lorsque des femmes occupaient les postes décisionnels.»

Mais une productivité élevée avec de faibles risques environnementaux nécessite également le soutien de la recherche agricole moderne et le déploiement de nouvelles technologies, concède Urs Niggli. Celles-ci recèlent un grand potentiel, selon Adina Rom, économiste au Centre pour le développement et la coopération (NADEL) de l'EPFZ et directrice de l'ETH for development (ETH4D). Grâce à elles, les prix de l'énergie solaire ont nettement baissé ces dernières années, illustre-t-elle. Et d'ajouter: «Il est nécessaire d'innover davantage pour développer des technologies accessibles aux populations les plus défavorisées et ainsi lutter contre la pauvreté et les inégalités.»

**« IL EST NÉCESSAIRE
D'INNOVER DAVANTAGE POUR
DÉVELOPPER DES TECHNOLOGIES
ACCESSIBLES AUX POPULATIONS
LES PLUS DÉFAVORISÉES ET
AINSI LUTTER CONTRE LA
PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS. »**

Adina Rom, directrice de l'ETH
for development (ETH4D)

La CI peut justement être un moteur d'innovation, souligne Sabin Bieri, directrice du Centre interdisciplinaire pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne. Dans le domaine de la participation, les technologies numériques offrent des opportunités. «Elles peuvent accroître l'implication active de la population dans la négociation des actions climatiques, faciliter la formation de l'opinion et donc garantir l'appropriation des décisions», explique Sabin Bieri. «Pour réussir à mettre en œuvre des mesures, le consentement sociétal est

crucial», pointe-t-elle. Si ces mesures affectent des groupes de population, des programmes de sécurité sociale ou des initiatives visant à accroître leur résilience, comme la garantie d'accès à la terre, doivent être mis en œuvre.

Dans les limites de la planète

L'agriculture, plus gros employeur dans les pays en développement, représente une clé du changement. Non seulement dans les campagnes, mais aussi dans les villes et les mégalo-poles. «L'espace urbain en tant que producteur d'aliments, site de recyclage et lieu d'information pourrait être très important à l'avenir pour renforcer la résilience des systèmes alimentaires et diminuer les risques», précise Urs Niggli. La consommation doit, par ailleurs, être réduite. «Il s'agit de limiter le gaspillage, de réutiliser les déchets inévitables et de baisser drastiquement la consommation de viande.»

L'enjeu est de réussir à croître sans nuire à l'environnement et sans épuiser les ressources naturelles. «Il est important que la croissance ne soit pas basée sur la combustion d'énergies fossiles», estime Adina Rom. Ces dernières sont encore subventionnées dans de nombreux pays. «Cela maintient leur prix à un niveau artificiellement bas, alors que des technologies émettant nettement moins de CO₂ seraient préférables.»

«La CI pourrait travailler avec les gouvernements désireux de modifier progressivement cette situation», indique Adina Rom. Il existe des projets contribuant à la fois à la réduction de la pauvreté et à celle des émissions de CO₂. Les populations sont, par exemple, rémunérées pour qu'elles maintiennent les forêts intactes, développe l'économiste.

Globalement, une économie verte et circulaire s'avère indispensable, relève Françoise Salamé Guex. «Il faut favoriser l'accès à la finance durable et mobiliser des investissements privés respectueux du climat qui permettront

d'accroître l'impact positif», poursuit-elle.

Vers une CI plus verte

Pour augmenter les effets bénéfiques, la CI elle-même se doit également de minimiser son empreinte carbone. «Comptabiliser les émissions, prendre des mesures pour les réduire dans la mesure du possible et compenser ce qui ne peut être évité ou réduit est fondamental», martèle Helvetas. Aussi, la diminution des déplacements en avion apparaît comme une évidence: «En ce sens, la pandémie nous a permis de faire un bond en avant. Les réunions virtuelles sont plus fructueuses que ce que nous aurions imaginé voici deux ans», fait remarquer Sabin Bieri.

**« UNE COLLABORATION
ENTRE SCIENCE, CONSEIL
ET PRATIQUE, FONDÉE SUR
LE RESPECT MUTUEL ET
L'HUMILITÉ, EST ESSENTIELLE. »**

Urs Niggli, président d'agroecology.science

Le mode de transport du personnel pour se rendre au travail s'avère également important, selon Sabin Bieri. S'agissant des bâtiments utilisés, leur optimisation énergétique peut certainement être améliorée, suggère-t-elle. Enfin, la professeure recommande que «les collaborateurs et collaboratrices apportent leurs propres idées sur les mesures climatiques à prendre au travail. Cela nécessite des incitations ou même des formations». ■

« For the Planet. For the People. The International Cooperation Forum, Switzerland »
Centre international de Conférences Genève. Le congrès se tiendra sous une forme hybride et neutre en matière de CO₂.
www.icforum.swiss



VERS UNE ACTION CLIMATIQUE ÉQUITABLE

Le réchauffement climatique a des conséquences dévastatrices sur les populations défavorisées. La situation géographique des pays dans lesquels elles vivent et leurs faibles revenus rendent l'adaptation à ce phénomène plus difficile. Pour ne pas annihiler les progrès réalisés en matière de développement, il est urgent de lier protection du climat et réduction de la pauvreté, deux fronts qui ne sauraient être dissociés.

Texte : Zélie Schaller

«Apartheid climatique»: une expression qui fait froid dans le dos. Elle a été lâchée en 2019 par Philip Alston, rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains. Il déclarait: «De façon perverse, tandis que les pauvres ne sont responsables que d'une fraction des émissions globales, ce sont eux qui vont faire les frais

du changement climatique et qui ont le moins de capacités pour se protéger.» Et d'avertir: «Nous risquons de voir un scénario d'apartheid climatique où les riches paient pour échapper aux canicules, à la faim et aux conflits, alors que le reste du monde est abandonné à ses souffrances.»

Le réchauffement climatique constitue l'un des plus grands défis de l'humanité. Il concerne la planète entière, mais af-

Une agricultrice, au Népal, irrigue ses champs grâce à des pompes solaires.

© Nabin Boral/IWMI



Un paysan du district de Botad, dans l'État indien du Gujarat, nettoie des panneaux solaires. Le projet SOLAR de la DDC, déployé au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Pakistan, conjugue atténuation et adaptation au climat ainsi que réduction de la pauvreté.

© Yashodha Yashodha/IWMI

fecte diversement les populations. Dans les pays du Sud, le phénomène est susceptible d'aggraver les conflits, la faim et la précarité. Les personnes défavorisées perdent davantage lorsqu'elles sont frappées par une catastrophe. Et elles pourraient avoir de plus en plus de difficultés à se nourrir. La hausse des températures, l'absence de précipitations ou les inondations mettent à mal les cultures.

Alors que plus de deux milliards de personnes souffrent d'insécurité alimentaire, les phénomènes météorologiques extrêmes pourraient alourdir la situation. Ils obligent les populations à

pratiquer d'autres méthodes agricoles ou à quitter leurs terres. Quelque 216 millions de personnes pourraient être contraintes à se déplacer à l'intérieur de leur pays d'ici à 2050, selon la Banque mondiale.

Inégalités de genre

Les bouleversements climatiques plongent les populations dans le dénuement. Environ 700 millions de personnes vivent actuellement dans l'extrême pauvreté; 132 millions supplémentaires pourraient y basculer d'ici à 2030 faute de mesures appropriées, prévient la Banque mondiale. «Et ce seront les deux régions les plus pauvres – l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud – qui en pâtiront le plus», ajoute l'institution.

Le dérèglement climatique exacerbe, en outre, les inégalités intergénérationnelles et de genre. Ses conséquences

exposent les enfants et les personnes âgées à des risques accrus de maladies, de sous-nutrition et d'autres troubles provoqués par la chaleur. Les femmes, elles, seront davantage mises à contribution alors qu'elles portent le fardeau des responsabilités familiales comme l'approvisionnement en eau. Si les puits sont asséchés, ce seront elles qui devront parcourir une distance plus longue encore pour se procurer de l'eau.

Pour ne pas creuser les fossés, il est crucial de protéger les conditions de vie et de subsistance des populations vulnérables. «Nous n'accepterons pas un monde où seuls certains peuvent s'adapter, et d'autres pas», tonne la Commission globale pour l'adaptation.

Si la transition vers la neutralité carbone se révèle être une urgence absolue, elle ne doit laisser personne de côté: une notion au cœur de l'Agenda 2030 de l'ONU. Une transformation juste et équitable est nécessaire, menée dans le

contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté.

La coopération au développement, autant suisse qu'internationale, a pendant longtemps estimé le changement climatique comme une problématique distincte, qui concernait certains domaines, tels que l'énergie ou les infrastructures. Or, l'expérience montre qu'il touche tous les secteurs (agriculture, santé, finance, etc.) et de nombreux Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.

L'élimination de la pauvreté (ODD n°1) et la protection du climat vont de pair. Pour que le réchauffement climatique ne mette en péril les progrès accomplis jusqu'ici, ces deux fronts ne peuvent être dissociés.

Améliorer les conditions de vie

Le défi pour la coopération internationale? «Veiller à ce que les mesures mises en place pour réduire les émis-

sions de gaz à effet de serre améliorent aussi les conditions de vie des personnes les plus défavorisées et contribuent à réduire la pauvreté», indique Janine Kurriger, cheffe de la division Programme global Changement climatique et environnement à la DDC. «Il faut leur assurer l'accès à l'électricité issue d'énergies renouvelables et à des logements de qualité plus résistants aux intempéries et offrant un meilleur confort thermique», illustre-t-elle. Pour favoriser plus de justice sociale encore, la sensibilisation, la diffusion de l'information et le renforcement des capacités s'avèrent également essentiels.

«Nous pouvons mettre fin à l'extrême pauvreté, et ce, malgré le changement climatique. Mais, pour y parvenir, il faudra intégrer les aspects climatiques dans les actions menées en faveur du développement. Et nous devons agir rapidement, car, à mesure que les effets du changement climatique s'intensifient, il sera encore plus difficile et encore plus coûteux d'éradiquer la pauvreté», souligne John Roome, directeur princi-

pal chargé des questions climatiques du Groupe de la Banque mondiale.

Approche multisectorielle

La DDC inclut désormais systématiquement les risques climatiques dans ses activités. L'approche se veut multisectorielle et systémique. Un exemple: le projet SOLAR, déployé au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Pakistan, conjugue atténuation et adaptation au climat, ainsi que réduction de la pauvreté. La coopération suisse met en place des systèmes d'irrigation à énergie solaire pour améliorer, face aux sécheresses toujours plus fréquentes, la production et les revenus des familles paysannes, tout en diminuant leurs émissions de CO₂. Il faut dire que l'Asie du Sud est le plus grand consommateur mondial d'eaux

Le Niger subit de plein fouet les effets du réchauffement climatique. La sécheresse est suivie de pluies diluviennes qui ne peuvent être absorbées par les terres arides.

© OMM



souterraines dans ce secteur. L'extraction au moyen de pompes à moteur diesel a une lourde empreinte carbone et épuise les réserves hydriques.

Le projet développe également des politiques qui tiennent compte des questions de genre et d'équité sociale. Les gouvernements veulent comprendre comment leurs programmes nationaux peuvent devenir plus inclusifs. La DDC les aide en ce sens. Elle mène des enquêtes approfondies sur le profil des bénéficiaires, qui lui permettront de formuler des recommandations pour

«améliorer la portée et l'impact des activités sur les communautés marginalisées et les agricultrices», précise Janine Kuriger.

Quelque 29 000 familles paysannes bénéficient du projet. Parmi elles, celle de Renuka Biswas, qui vit à Bagda, dans le Bengale-Occidental (État du nord-est de l'Inde). Cette agricultrice, qui cultive du riz et des légumes, se félicite des pompes solaires: «Nous n'avons plus à supporter le coût du diesel. Le rendement des cultures a augmenté et nous pouvons arroser les champs chaque fois que cela est nécessaire.»

Autre avantage du projet: la possibilité de vendre les surplus d'électricité. Au Bangladesh, la société nationale IDCOL (Infrastructure Development Company Limited), qui améliore le niveau de vie de la population via des investissements durables, met en œuvre des projets d'irrigation solaire depuis 2010. Aujourd'hui, avec le soutien de la DDC, elle va «intégrer les pompes solaires au réseau national et exporter l'énergie excédentaire pour obtenir des revenus supplémentaires qui bénéficieront aux familles», se réjouit Farzana Rahman, vice-présidente exécutive d'IDCOL.

Prévention des catastrophes

Toujours pour éviter que les populations ne sombrent dans la pauvreté en raison du dérèglement climatique, la DDC soutient l'initiative «Climate Risks and Early Warning Systems (CREWS)». Celle-ci favorise, dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, l'installation de systèmes d'alerte précoce mis au point avec les populations les plus vulnérables. Alors que les catastrophes météorologiques et climatiques se multiplient, elles font payer un lourd tribut aux communautés en termes de pertes humaines et économiques.

La Commission globale pour l'adaptation est convaincue de l'efficacité des systèmes d'alerte précoce: ils «per-

L'ÉNERGIE VERTE AU SERVICE DE LA SANTÉ

L'accès à une énergie propre permet à la fois de limiter les effets du changement climatique, de réduire la pauvreté et de favoriser le développement économique. Or, «la pandémie de Covid-19 a fait ressortir les profondes inégalités qui existent dans le monde en termes d'accès à une énergie moderne, abordable et durable», souligne Fatih Birol, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie. En Afrique subsaharienne, plus de 70 % des centres de santé ne disposent pas d'un accès sécurisé à l'énergie. Sans cet approvisionnement, nombre de médicaments et de vaccins, qui doivent être stockés à des températures inférieures à zéro degré, sont perdus. Qui plus est, les respirateurs artificiels et les thermomètres numériques ne peuvent fonctionner. Pour remédier à cette situation et sauver des vies, la DDC contribue à une initiative de la Banque mondiale qui accélère l'électrification des centres de santé et l'installation d'une chaîne du froid. Le projet soutient également, via un fonds d'urgence, des sociétés de services énergétiques qui fournissent une électricité propre hors réseau à plus de 400 millions de personnes.

www.esmap.org (recherche: *vulnerable communities*)



Les Caraïbes - ici, Haïti - sont régulièrement frappées par de violents ouragans. Les systèmes d'alerte précoce prennent désormais davantage en compte les aspects de genre, pour éviter que la pauvreté ne s'aggrave après les catastrophes naturelles.

© OMM

mettent de sauver des vies et des biens d'une valeur au moins dix fois supérieure à leur coût. Un simple avertissement 24 heures avant l'arrivée d'une tempête ou d'une vague de chaleur peut réduire les dégâts de 30 % et un investissement de 800 millions de dollars dans ces dispositifs permettrait d'éviter des pertes de 3 à 16 milliards de dollars par an dans les pays en développement», selon un rapport.

Le Niger subit de plein fouet les effets du réchauffement climatique. La sécheresse est suivie de pluies diluviennes qui



ne peuvent être absorbées par les terres arides. En 2019 et 2020, de fortes crues ont fait plusieurs dizaines de morts, des milliers de personnes déplacées et d'importants dégâts. «Il était environ trois heures du matin quand un voisin nous a réveillés, nous disant de nous lever et de partir. Les gens étaient emportés par les inondations. Les autorités ont réussi à contenir les flots, mais nous avons dû nous installer temporairement dans l'école voisine», se souvient Issaka Amadou, qui vit dans le quartier de Kirkissoye, l'un des plus touchés de la capitale Niamey en 2020.

Dans les campagnes, les cultures ont subi de graves dommages, augmentant par là même l'insécurité alimentaire. Pour protéger les populations et l'agriculture, l'initiative CREWS renforce, dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest, les systèmes d'alerte précoce et les dispo-

sitifs contre les inondations. Les techniciens des services météorologiques et hydrologiques apprennent mieux encore à collecter et à traiter les données. Ce, pour diffuser des bulletins quotidiens ainsi que des messages d'alerte aux populations leur permettant de se préparer aux catastrophes. Plus de 950 leaders communautaires ont été formés. Des groupes WhatsApp ont ensuite été créés pour partager les informations à des millions de personnes. Des spots sont également transmis à la télévision dans quatre langues.

Les Caraïbes, elles, sont régulièrement frappées par de violents ouragans emportant tout ou presque sur leur passage. Ces derniers affectent davantage les femmes et les filles. Tandis qu'elles sont plus touchées par le chômage que les hommes et gagnent moins qu'eux, elles voient leur situation se détériorer

plus encore après des événements extrêmes.

Si les dispositifs d'alerte rapide ne tiennent pas compte de cet aspect, la pauvreté ne fera qu'empirer. Ainsi, des ateliers de consultation ont été mis sur pied regroupant les services hydrométéorologiques nationaux, les ministères concernés, les bureaux d'égalité et des organisations féminines. Avec, pour résultats, des législations et des politiques sensibles au genre. De plus, des spécialistes en la matière dispensent aux femmes des formations techniques, car celles-ci réagissent à l'information, la traitent et l'interprètent de façon différente des hommes. Le but: renforcer leur résilience et leur rôle de leaders. Pour plus de justice sociale et d'égalité. ■

<https://solar.iwmi.org>
www.crews-initiative.org

« LE CLIMAT EST AUSSI UNE QUESTION DE JUSTICE GLOBALE »

Le philosophe Ivo Wallimann-Helmer travaille sur les questions d'éthique et de justice en lien avec la crise climatique. D'après lui, les pays industrialisés comme la Suisse ont clairement une responsabilité morale envers les États du Sud.

Entretien : Samuel Schlaefli



IVO WALLIMANN-HELMER est professeur en humanités environnementales à l'Université de Fribourg depuis 2018. Spécialisé dans la théorie de la justice, il s'intéresse aux questions d'éthique climatique et environnementale. Les domaines de son travail portent notamment sur la différenciation équitable des responsabilités dans la pratique environnementale, le rôle des institutions démocratiques et la gestion des dommages liés au climat.

Monsieur Wallimann-Helmer, pourquoi un philosophe s'intéresserait-il au climat ?

Face au changement climatique, la question des responsabilités se pose. La politique climatique mondiale touche à de nombreuses questions de justice. D'un point de vue éthique se présentent deux grands défis. Le premier est que les émissions de carbone actuelles n'ont

pas d'impact immédiat sur nous, mais affecteront les générations futures dans quelques décennies. Stephen Gardiner, spécialiste en éthique du climat, parle de « corruption morale » : nous ne faisons pas assez pour protéger le climat, car nous ne subissons pas directement les répercussions de notre mode de vie. Le changement climatique soulève des questions de justice intergénérationnelle. Il s'agit de définir dès aujourd'hui ce que nous devons aux générations futures.

Et le second défi ?

Cette corruption morale est aussi liée à la question de justice mondiale. Ce sont les pays du Sud global qui sont les plus touchés par le réchauffement planétaire. Les États industrialisés ont nettement plus contribué au dérèglement climatique, mais subissent moins de dommages pour l'instant. La grande question n'est donc pas de savoir qui doit combien à qui, mais combien nous devons aux pays du Sud.

Cette question est-elle discutée au niveau international ?

Aujourd'hui, il est politiquement reconnu que les États industrialisés doivent prendre les devants. Les pays du Nord sont tenus de soutenir ceux du Sud. C'est une question d'équité, liée à une dette historique en matière de changement climatique. Les États industrialisés doivent réduire leurs propres émissions, tout en soutenant les mesures d'adaptation dans les pays vulnérables.

Les États industrialisés se sont engagés à verser 100 milliards de dollars par an aux pays particulièrement touchés par le changement climatique, mais ne respectent pour l'heure pas leur promesse. Il s'agit d'argent, mais pas seulement. Nous retrouvons ici les enjeux de l'aide au développement. Suffit-il de transférer des fonds ? Ou faut-il investir dans des infrastructures et des projets éducatifs pour que les personnes puissent prendre elles-mêmes des mesures contre le changement climatique ? Le Bangladesh, qui doit construire des digues pour protéger ses côtes, pourrait ainsi profiter du savoir-faire d'États qui ont de l'expérience dans la construction de ce genre d'ouvrages, au-delà de l'appui financier. Dans d'autres cas, le soutien par des pays du Sud confrontés à des situations similaires sera plus efficace, en termes de connaissances et d'expertise. Il suffirait alors que les États industrialisés mettent à disposition des technologies ou des fonds.

Quel rôle jouent ici les agences de développement comme la DDC ?

La recherche empirique nous apprend que les mesures d'adaptation mises en œuvre et entretenues par les personnes concernées se révèlent plus efficaces. Il faut donc investir dans les infrastructures et la formation pour développer les compétences. Si les recoupements avec la coopération au développement sont évidents, il semble important de bien distinguer celle-ci du soutien aux mesures d'adaptation au climat. Il s'agit d'une tâche nouvelle qui ne fait pas partie de l'aide au développement. Si les fonds prévus pour la coopération au développement sont simplement réaf-



fectés à l'adaptation climatique, on fait du surplace.

Qu'en est-il de notre liberté, d'un point de vue éthique? La gravité de la crise climatique, que certains qualifient de situation d'urgence, va-t-elle nous obliger à restreindre nos libertés individuelles? Sous l'angle de la liberté, je pense qu'il faut différencier entre deux types d'émissions, celles qui relèvent du luxe et celles nécessaires à la vie sociétale. Il est certainement légitime d'obliger un individu à renoncer aux émissions superflues. Quant à savoir où s'arrête la nécessité et où commence le luxe, c'est une question politique que la société doit trancher. Tout n'est pas clair. Mais prendre l'avion trois fois par an pour un week-end shopping aux États-Unis, je qualifierais cela de luxe. En revanche, de mon point de vue, le fait de prendre le bus et le train pour gagner sa vie, si l'on habite à la campagne, produit des émis-

sions nécessaires pour que la personne puisse participer à la vie sociétale.

« IL EST POLITIQUEMENT RECONNU QUE LES ÉTATS INDUSTRIALISÉS DOIVENT PRENDRE LES DEVANTS. LES PAYS DU NORD SONT TENUS DE SOUTENIR CEUX DU SUD. »

Depuis le rejet de la loi sur le CO₂ en Suisse, les appels à interdire les activités nuisibles au climat se multiplient. Qu'en pensez-vous?

Les interdictions remettent en question nos acquis libéraux, l'idée que chaque personne puisse mener sa vie comme elle l'entend. La liberté individuelle est importante. La pandémie actuelle montre combien il est problématique que l'exécutif gouverne temporairement

Selon Ivo Wallimann-Helmer, il ne fait aucun doute que les États industrialisés - ici, la centrale thermique Vattenfall de Reuter, près de Berlin - doivent réduire leurs propres émissions tout en soutenant les mesures d'adaptation des pays vulnérables.

© Paul Langrock/Zenit/laif

ment sans le Parlement. L'impact catastrophique du changement climatique dans quelques décennies justifie-t-il dès aujourd'hui des restrictions importantes de la liberté au sens d'un état d'urgence? À mon avis, il faut d'abord épuiser tous les autres moyens politiques. ■

RENFORCER L'AIDE HUMANITAIRE SUR LE TERRAIN

En cas de catastrophe, l'Aide humanitaire suisse mobilise ses équipes d'intervention rapide à Berne, tout en collaborant avec des structures sur place. Notamment en Amérique latine, où le risque de catastrophes naturelles est particulièrement élevé.

Texte: Samanta Siegfried

Les peuples d'Amérique latine vivent dans la crainte permanente de la prochaine catastrophe naturelle. Le phénomène climatique El Niño provoque des inondations et des ouragans récurrents, ravageant régulièrement les Caraïbes. La ceinture de feu du Pacifique est associée à un risque élevé de tremblements de terre, qui peuvent à leur tour déclencher des tsunamis. La population de la région andine se révèle particulièrement vulnérable, étant régulièrement exposée à des événements climatiques extrêmes.

Ces phénomènes dus au dérèglement climatique vont augmenter en nombre et en intensité, selon les experts. Les équipes d'intervention rapide du Corps suisse d'aide humanitaire de la DDC sont donc fréquemment sollicitées. En cas de catastrophe, elles interviennent directement sur le terrain, d'entente avec le gouvernement compétent.

Ressources et équipes régionales

Pour pouvoir intervenir encore plus efficacement en Amérique latine, l'Aide humanitaire suisse mise en complément sur des équipes locales. Le Rapid Intervention and Support Group (GIAR) a été créé à cet effet en 2005 déjà. Il se compose de spécialistes de la région, notamment de personnes travaillant dans les bureaux de coopération de la DDC et les ambassades suisses, spécialement formées pour répondre à ces situations.

«L'objectif du GIAR est de travailler avec les ressources régionales pour disposer d'équipes d'intervention sur place en cas de catastrophe», explique Sebas-

tian Eugster, responsable adjoint de la division Europe, Asie et Amérique. Au sein de l'Aide humanitaire, il dirige les programmes pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et a participé à la création du GIAR, dont l'opération la plus récente a eu lieu au Guatemala en novembre 2020. Les ouragans Eta et Iota avaient dévasté une grande partie de l'Amérique centrale. Les populations les plus durement frappées étaient celles des régions montagneuses isolées: des pluies torrentielles avaient provoqué des glissements de terrain, coupant les voies de circulation et inondant les habitations et les champs des semaines durant.

La DDC n'étant pas présente au Guatemala, mais déjà engagée dans l'aide d'urgence au Nicaragua et au Honduras, une équipe régionale a été mobilisée depuis le Pérou, la Bolivie et la Colombie. «C'était la première fois que cette aide de proximité se mettait en place et que des équipes d'Amérique du Sud intervenaient en Amérique centrale», précise Sebastian Eugster. Ceci, en étroite collaboration avec le personnel de l'Ambassade au Guatemala qui a mis à disposition sa logistique et ses contacts: «Les équipes d'intervention ont pu immédiatement distribuer de la nourriture,

de l'eau et des articles d'hygiène pour assurer l'approvisionnement de base pendant un mois.»

Anticiper la catastrophe

Une équipe du GIAR, soutenue depuis la Suisse, est également intervenue lors des graves incendies de forêt dans les basses terres boliviennes en 2019. Pour



Au Guatemala, un cyclone a provoqué d'importants dégâts en novembre 2020. Pour la première fois, la Suisse a mobilisé une équipe régionale du Pérou, de la Bolivie et de la Colombie pour apporter une aide d'urgence sur place.

© DDC



orienter les missions des avions bombardiers d'eau, une spécialiste des systèmes d'information géographique de la DDC a créé une application web avec des images satellites haute résolution. Les pilotes disposaient de cartes détaillées. L'évolution des foyers d'incendie a ainsi pu être suivie quasiment en temps réel et les opérations d'extinction dirigées.

Renforcer la capacité d'intervention de l'Aide humanitaire est également l'objectif d'un hub régional ouvert en 2018 à Lima, la capitale du Pérou. Actuellement, trois collaborateurs péruviens et suisses préparent des projets au Pérou, en Bolivie et en Équateur, tissant des réseaux avec les autorités et les organisations locales. «L'approche du hub est préventive, l'idée étant d'être mieux armé en cas de catastrophe», explique Sebastian Eugster.

Lenjeu de l'eau potable démontre l'importance du projet: la situation géographique de Lima et la tectonique des plaques font que la probabilité d'un prochain tremblement de terre est très élevée. «En cas d'événement, les conduites d'eau des montagnes vers les vallées risquent d'être endommagées, privant des millions de personnes d'eau potable», relève Sebastian Eugster. Un plan d'action est en cours d'élaboration avec les autorités compétentes pour faire face à une telle éventualité.

Structures décentralisées et flexibles

Si Lima a été choisie pour accueillir le hub, c'est que la capitale péruvienne est déjà la base d'autres programmes de la DDC en matière de changement

climatique et d'eau potable, indique Sebastian Eugster: «Nous mobilisons des synergies.» L'objectif est d'intégrer la prévention des catastrophes dans tous les programmes en cours et de garantir que les investissements ne soient pas perdus.

La DDC gère un hub régional similaire pour l'Asie du Sud-Est et la région Pacifique à Bangkok. Un autre est prévu à New Delhi pour l'Asie du Sud. «Ces structures décentralisées et flexibles permettent à la Suisse de déployer une aide d'urgence efficace et immédiate dans le cadre de son mandat d'aide humanitaire», se félicite Sebastian Eugster. ■



RÉCOMPENSER LA CRÉATIVITÉ DES JEUNES

Établir un dialogue avec la jeune génération et promouvoir son engagement, tel est le but du Prix Jeunesse et futur « Together we're better ». Celui-ci sera décerné dans le cadre de l'International Cooperation Forum Switzerland que la DDC et le SECO organisent à Genève du 31 mars au 1^{er} avril.

Texte : Samanta Siegfried



© WomenCraft

D'ici à 2030, les 17 Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 adoptés en 2015 par l'Assemblée générale de l'ONU doivent être mis en œuvre dans le monde entier. Pour y parvenir, la Suisse souhaite associer davantage la jeunesse à la coopération au développement. La DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) ont invité les jeunes jusqu'à 35 ans à déposer leur projet pour la deuxième édition du Prix Jeunesse et futur « Together we're better ». Ce dernier récompense des projets qui contribuent à la lutte contre la pauvreté, améliorent la qualité de vie des plus vulnérables ou atténuent un problème environnemental notamment.

« En Suisse, de nombreux jeunes contribuent à la lutte contre la pauvreté et au développement durable des pays du Sud, souligne Thomas Gass, vice-directeur de la DDC, qui a participé au lancement du prix. Nous voulons donner une vi-

sibilité à cet engagement. » Les jeunes, invités à présenter leur projet lors du Forum à Genève fin mars, auront l'occasion d'échanger avec des spécialistes de la coopération au développement et de nouer des contacts. « Nous devons toutes et tous prendre part à la réalisation de l'Agenda 2030, poursuit Thomas Gass. L'énergie et la créativité des jeunes jouent un rôle clé à cet égard. »

Plus de 60 projets déposés

L'appel a rencontré un vif succès : plus de 60 projets ont été déposés. Deux conditions étaient requises : travailler avec des partenaires locaux et répondre aux besoins des populations concernées. Quatre prix correspondant à différentes catégories seront décernés (voir encadré), pour un montant de 4000 à 12000 francs. La première édition du concours a eu lieu lors de la conférence

LES CATÉGORIES DU PRIX « TOGETHER WE'RE BETTER »

- * Prix « Combating climate change » - 12 000 CHF
Projets concernant le défi du changement climatique
- * Prix « Think global, act local » - 10 000 CHF
Projets axés sur un objectif mondial et mis en œuvre à l'échelle locale
- * Prix « Start-Up » - 8000 CHF
Idées accompagnées d'un plan de financement ou start-up déjà créée
- * Prix « Community » - 4000 CHF
Projet gagnant du vote en ligne

Informations et présentation des projets soumis :

<https://togetherwerebetter.ch/fr>



annuelle de la DDC en 2019. « Nous avons été surpris du succès du concours, avec 92 projets soumis », relève Thomas Gass.

Parmi les gagnants figurait l'équipe de trois personnes d'Ecowork International, dont le projet vise à transformer le recyclage des déchets électroniques du secteur informel en une activité légale et sûre. La start-up prévoit de soutenir les travailleuses et travailleurs en leur fournissant des espaces de coworking, des licences et un soutien financier pour la création d'une entreprise le cas échéant.

« Le prix Jeunesse et futur a été important pour nous ouvrir des portes », raconte Michael Gasser, cofondateur d'Ecowork International. L'argent du prix a permis à l'équipe d'analyser les besoins et de réaliser des essais sur le terrain, pour mieux comprendre le fonctionnement du recyclage et trouver les machines nécessaires à cette activité : « Nous avons réussi à convaincre de nouveaux partenaires financiers et sommes sur le point d'ouvrir notre premier site dans la capitale indienne New Delhi. »

Succès également pour Stay Clean. Avec des partenaires locaux au Congo, l'association avait soumis le projet « Toilettes pour tous », visant à permettre l'accès à des installations sanitaires dans des zones densément peuplées, ceci pour minimiser les risques de maladie. Après avoir remporté le prix Jeunesse et futur en 2019, Stay Clean s'est classée au deuxième rang du prix Diaspora et Développement, décerné par la Fédération vaudoise de coopération.

Regarder ensemble vers l'avenir

C'est exactement le but du concours d'idées « Together we're better » : donner plus de résonance à l'engagement des jeunes au niveau international. L'objectif est aussi d'établir un dialogue durable entre les participantes et participants, la DDC et le SECO, comme l'explique Barbara Hell, responsable du Prix Jeunesse et futur au DFAE. C'est pourquoi l'International Cooperation Forum Switzerland prévoit également des sessions de travail avec des spécialistes au cours desquelles les jeunes pourront s'engager activement.

Des ateliers préparatoires organisés en collaboration avec les participantes et participants intéressés leur permettent de profiter au maximum du Forum. « La DDC doit davantage écouter les jeunes, selon Barbara Hell. Dans l'idéal, nous pourrions mobiliser leurs capacités pour élaborer des solutions concrètes. » La responsable espère en outre favoriser le réseautage pour construire une communauté. Autre objectif : passer le flambeau à la prochaine génération. « Le concours est l'occasion pour la DDC et le SECO de regarder vers l'avenir. Il s'agit de comprendre dans quel monde les jeunes veulent vivre et comment y parvenir. » ■

L'EXEMPLE DE LA JEUNESSE

Un million d'actions pour un avenir durable, réalisées par des jeunes du monde entier d'ici à la fin de l'année : c'est l'ambition du « One Million Youth Actions Challenge », initié par la DDC.

Texte : Samanta Siegfried

Lancer une pétition à l'école pour promouvoir la biodiversité, nettoyer son stockage cloud ou réduire sa consommation de viande : les manières de participer au « One Million Youth Actions Challenge » (1MYAC) sont multiples. D'ici à la fin de l'année, un million d'actions contribueront à un avenir durable, menées par les jeunes du monde entier en équipe ou à titre individuel. Les personnes intéressées peuvent s'inscrire sur le site Internet 1myac.com pour une ou plusieurs actions et en documenter la mise en œuvre.

Eau, changement climatique, biodiversité ou production et consommation : tels sont les quatre objectifs de l'Agenda 2030 sur lesquels se concentre le projet 1MYAC. Un « paquet jeunesse », estime son auteur Daniel Maselli, du programme global Eau de la DDC : « Ce sont les principaux enjeux écologiques pour l'avenir des jeunes. »

Le projet 1MYAC a été lancé le 24 août 2021 à Gletsch, dans le canton du Valais. Depuis la source du Rhône, les élèves du Kollegium Spiritus Sanctus et du Collège César Ritz de Brigue ont symboliquement fait voyager un message dans une bouteille contenant les engagements des élèves dans le cadre du challenge.

Transparence planétaire

1MYAC vise à convaincre les jeunes de participer à la mise en œuvre de l'Agenda 2030, tout en leur offrant une plate-forme pour des contributions concrètes. « En démontrant leur engagement pour une avenir durable, les jeunes sont en position de force pour faire part de leurs revendications auprès des autorités politiques », observe Daniel Maselli. C'est essentiel, car « les leaders doivent maintenant faire les bons choix, même si ce n'est pas facile ».

Pour que les actions prévues ne restent pas à l'état de bonnes intentions, un système de pair à pair est prévu pour en suivre la réalisation. Ainsi, des élèves du Malawi pourront faire examiner leur action par des jeunes du Nicaragua en leur envoyant des photos ou des vidéos. En passant de la parole aux actes, la jeunesse devient un modèle pour les autorités politiques.

Daniel Maselli avait déjà lancé une première action au nom de la DDC en 2018 : quelque 125 000 jeunes du monde entier avaient écrit, sur des cartes, leurs souhaits et leurs préoccupations concernant le changement climatique. Assemblés sur le glacier d'Aletsch (VS), les messages formaient une carte postale géante où figuraient des appels importants : « Stop Global Warming » ou « We are the Future – Give us a Chance ». ■

www.1myac.com



Le « One Million Youth Actions Challenge » vise à convaincre les jeunes de participer à la mise en œuvre de l'Agenda 2030, tout en leur offrant une plate-forme pour des contributions concrètes.

© 1MYAC

FAITS ET CHIFFRES

Changement climatique : sans adaptation ...

...Dans les pays en développement, le réchauffement climatique pourrait faire tomber quelque **132 millions** de personnes sous le seuil de pauvreté d'ici à 2030.

...Le nombre de personnes susceptibles de manquer d'eau potable au moins un mois par an grimpera de **3,6 milliards** aujourd'hui à plus de **5 milliards** en 2050.

...La montée des eaux et l'augmentation des cyclones pourraient contraindre des centaines de millions de personnes habitant les villes côtières à quitter leur foyer, ce qui représenterait un coût total pour ces régions de plus de **1000 milliards de dollars** par an d'ici à 2050.



...La croissance des rendements agricoles mondiaux va reculer de **30%** à l'horizon 2050. Les petites exploitations agricoles - quelque **500 millions** - seront les plus touchées.

...En Afrique, la diminution des débits d'eau pourrait réduire jusqu'à **60%** les revenus tirés de la production hydroélectrique, ce qui multiplierait par trois les prix de l'énergie.

...Les prix des denrées alimentaires pourraient bondir de **20%** pour des milliards de personnes à faibles revenus.

Si les femmes ...

...avaient le même accès aux ressources productives que les hommes, elles pourraient augmenter les rendements de leurs exploitations agricoles de **20 à 30%** et réduire le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde de **150 millions**



« La réduction des risques de catastrophe suppose de donner à tous, sans exclusive et sans discrimination, les moyens et la possibilité de participer, une attention particulière devant être accordée aux populations les plus touchées par les catastrophes, en particulier les plus pauvres. La problématique hommes-femmes, l'âge, le handicap et la culture doivent être pris en compte dans toutes les politiques et pratiques et il importe d'encourager les femmes et les jeunes à exercer des responsabilités. »

Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 (principes directeurs)

Sources et liens

<https://gca.org>

(Recherche: adapt now)

Conclusions et recommandations de la Commission mondiale sur l'adaptation.

www.banquemondiale.org

Site Internet de la Banque mondiale, qui publie de nombreux rapports et études en lien avec le réchauffement climatique et l'éradication de la pauvreté.

<https://public.wmo.int/fr>

(Recherche: catastrophes, changement climatique)

Atlas de la mortalité et des pertes économiques dues aux phénomènes météorologiques, climatiques et hydrologiques extrêmes (1970-2019).

www.undrr.org

Site du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe. Cet organisme est le dépositaire du Cadre d'action de Sendai.



LES VISAGES D'UNE NATION TOURMENTÉE

La guerre du Haut-Karabakh à l'automne 2020 plongeait l'Arménie dans une crise existentielle. Quand les anciens repères disparaissent, comment continuer ?

Texte : Amalia van Gent

Dans les cimetières arméniens, les traces de la guerre du Haut-Karabakh sont évidentes. D'innombrables tombes fraîches s'alignent les unes à côté des autres, portant les images des défunts gravées dans le marbre, dont l'écrasante majorité avait à peine 20 ans. Selon les derniers chiffres officiels, la guerre a coûté la vie à 3773 Arméniennes et Arméniens, 243 sont portés disparus et 188 seraient encore détenus par l'Azerbaïdjan. Environ 11 000 individus seraient grièvement blessés. La population arménienne compte près de trois millions de personnes. Chaque famille est plus ou moins directement affectée par la guerre.

Un an après le conflit, l'atmosphère dans le pays est marquée par la tristesse, l'incertitude et le sentiment d'impuissance. Le 27 septembre 2020, l'Azerbaïdjan attaquait le Haut-Karabakh, avec le soutien de conseillers militaires turcs, de djihadistes syriens et d'une armada de drones turcs et israéliens. Entité peuplée d'Arméniennes et d'Arméniens,

non reconnue par le droit international, le Haut-Karabakh s'est retrouvé sans défense face à la supériorité militaire de l'Azerbaïdjan. La guerre s'est terminée le 10 novembre 2020 par la défaite écrasante des Arméniens.

Réfugiés traumatisés et femmes en deuil

La guerre a « réduit en miettes une série de mythes », explique l'écrivain trentenaire Grigor Chachikyan à propos de la crise existentielle arménienne. Par exemple, le mythe d'une protection russe éternellement garantie par une alliance stratégique. En réalité, la Russie est restée passive jusqu'à ce que l'armée arménienne ne soit plus en mesure de protéger l'Arménie et le Haut-Karabakh. C'est alors que les forces russes de maintien de la paix ont pris la place de l'armée vaincue.

L'Arménie a alors compris que la Russie et la Turquie avaient conclu un accord sur leurs sphères d'influence respectives dans le Caucase du Sud. Toutes les personnes avec qui j'ai pu parler, quelle que soit leur couleur politique, partagent cette analyse. Au moment même où le sort de l'Arménie dépend du bon vouloir de Moscou, la Russie semble paradoxalement avoir perdu l'âme de son seul allié dans le Caucase du Sud.

Autre illusion qui a volé en éclat : l'OTAN ne tolérerait pas les escapades guerrières de l'un de ses pays membres, comme la voyageuse Aelita Tchobanyan. La Turquie, membre de l'OTAN, a activement participé à la guerre dans le Haut-Karabakh pour s'imposer comme force

DILIDJAN, VILLE PIONNIÈRE

La petite ville de Dilidjan, entourée d'épaisses forêts de pins, était particulièrement recherchée par les artistes soviétiques comme lieu de cure. Toute personne connue dans la sphère musicale ou littéraire se devait de séjourner au moins une fois dans cette localité du nord de l'Arménie. Aujourd'hui, Dilidjan dessine l'avenir de la nation : une école secondaire réputée y forme les meilleurs talents arméniens et peut-être la nouvelle élite. Convaincue que le secteur informatique est indispensable à l'avenir du pays, la Banque centrale encourage la numérisation du pays depuis sa succursale de Dilidjan. C'est également ici qu'en octobre dernier le président Armen Sarkissian présentait sa vision de la quatrième République d'Arménie, appelée à devenir la première république postsoviétique ouverte sur le monde et fondée sur les principes de l'État de droit.

La place de la République, à Erevan, la capitale de l'Arménie, accueille régulièrement des manifestations.

© Eric Martin/Le Figaro Magazine/laif

politico-militaire dans le Caucase du Sud, estime cette femme d'affaires d'une quarantaine d'années. Ankara aspire-rait à la guerre pour imposer ses propres objectifs. La Russie s'imagine également être du côté des vainqueurs, car elle a pu installer ses troupes de maintien de la paix dans le Haut-Karabakh et transformer cette région rebelle en un protectorat. «Comment les petits États peuvent-ils se protéger ou même envisager un avenir dans un contexte de politique impériale?» La vie d'Aelita Tchobanyan, auparavant bien réglée, a complètement changé. Au lieu des touristes culturels, elle rencontre surtout des réfugiés traumatisés et des femmes en deuil. L'inquiétude règne. Faut-il s'at-

tendre à une nouvelle guerre? Quand elle conçoit des projets professionnels, c'est pour une durée d'une semaine au maximum.

Une société polarisée

Ruben Melkonyan, directeur du département d'études orientales de l'Université d'Erevan, compare l'époque actuelle à celle qui a suivi le génocide. Entre 1915 et 1918, plus d'un million d'Arméniennes et d'Arméniens vivant dans l'Empire ottoman ont été massacrés, sur ordre du mouvement politique des Jeunes-Turcs alors au pouvoir. Cet horrible crime commis en Anatolie est aujourd'hui considéré comme «l'holocauste avant l'holocauste». Personne n'aurait jamais imaginé que, cent ans après le génocide, la Turquie participerait activement à une guerre contre les victimes des Jeunes-Turcs, relève Ruben Melkonyan: «Aussi impensable qu'une attaque allemande contre Israël.»

Figure politique influente de l'opposition, Ruben Melkonyan accuse le gouvernement de Nikol Pachinian d'avoir provoqué la catastrophe, en irritant Moscou par une politique étrangère contradictoire après la révolution de 2018. La nation doit désormais en payer le prix. Après la guerre, le parti de Ruben Melkonyan revendique des liens encore plus étroits avec la Russie «pour garantir la survie de l'Arménie». Et il demande la démission du Premier ministre, qu'il qualifie avec mépris de «traître», y compris au Parlement. La révolution de 2018 avait polarisé le pays entre les partisans de l'«ancienne» et de la «nouvelle» Arménie, et la guerre a encore exacerbé ces dissensions.

La jeune médecin Irina Tovmasyan a partagé la joie et l'exaltation de la révolution du printemps 2018. Des milliers d'Arméniennes et d'Arméniens avaient alors défilé sur la place de la République à Erevan, demandant le respect des droits humains et la fin de la corruption. Leur slogan était: «Fais un pas!»

Dans les cimetières arméniens, se succèdent les tombes de jeunes hommes, en grande majorité âgés de 20 ans à peine.

© Amalia van Gent



La population croyait sincèrement que l'Arménie serait en mesure d'effectuer un pas décisif vers la modernisation.

Après son accession pacifique au pouvoir, Nikol Pachinian, qui incarnait le visage de la révolution, s'engage à lutter contre la corruption endémique et à rédiger une nouvelle Constitution qui garantirait la séparation des pouvoirs. En politique étrangère, il aspire à une coopération plus étroite avec l'Union européenne et les États-Unis, tout en conservant son alliance avec la Russie. Or, cet homme qui avait promis de garder une certaine distance avec la Russie finit par se plier largement aux diktats de Moscou. «Ce sont les intérêts géostratégiques des grandes puissances qui déterminent notre sort», constate Irina Tovmasyan avec un sourire ironique. Et de poursuivre, résignée: «Nous sommes tout au plus des figurants.»

Populisme plutôt que réformes

Non loin de la place de la République, des artistes ont installé leurs galeries, leurs archives et leurs salles de concert dans des maisons vétustes de la rue Pouchkine. Les espaces délabrés se sont transformés en une scène artistique vibrante et un lieu de rencontre de la jeune intelligentsia. Dans l'arrière-cour verdoyante, l'écrivain Grigor Chachikyan souligne l'énorme clivage culturel entre la génération de ses parents, élevée en Union soviétique, et la sienne, qui a aujourd'hui 30 ou 40 ans.

Sa génération a pris le contre-pied de la «vieille Arménie», celle des parents, parce qu'elle était «l'incarnation de la corruption, de la criminalité et de la répression quotidienne des dissidents», raconte-t-il. L'ancienne Arménie n'a pas réussi à établir une véritable démocratie ni à protéger les institutions essentielles de la corruption et du népotisme, complètent d'autres personnes présentes. La population est déçue par Nikol Pachinian, qui défend plutôt le populisme que les réformes. Mais beaucoup sont convaincus que «le rêve de

la grande majorité silencieuse de la population arménienne reste un État de droit».

Quelle mouvance sociale prendra finalement le dessus? Aucun indice ne permet pour l'heure de répondre à cette question. «Au cours de son histoire millénaire, l'Arménie a survécu à des famines, à des guerres et au génocide de 1915. Compte tenu de cet héritage historique, elle pourrait bien s'en sortir une fois de plus», considère Benyamin Poghosyan, directeur du prestigieux Centre d'études stratégiques politiques et économiques d'Erevan.

Il est toutefois indispensable pour l'avenir de l'Arménie que la diplomatie internationale s'occupe sérieusement du conflit non résolu du Haut-Karabakh. Pour que le peuple arménien résidant en Arménie et dans le Haut-Karabakh puisse vivre en paix et sans craindre pour son existence. ■

** Amalia van Gent, correspondante du quotidien Neue Zürcher Zeitung basée à Istanbul depuis plus de vingt ans, est une experte reconnue de la question kurde et de l'Arménie. En 2020, elle a publié le livre Aufbruch am Ararat (Éditions Kolchis), une analyse politico-culturelle sur la plus petite république du Caucase du Sud qui fait référence dans l'espace germanophone.*

L'ARMÉNIE EN BREF

Capitale
Erevan

Population
Trois millions

Superficie
29 743 km²

Régime politique
République parlementaire

Corruption
Le gouvernement de Nikol Pachinian, en place depuis mai 2018, a commencé par lancer de nombreuses réformes pour renforcer la démocratie, les droits humains, les droits des minorités et la lutte contre la corruption. Or, en 2020, l'Arménie se situait au 60^e rang de l'Indice mondial de perception de la corruption, sur 180 pays.

Religion
Quelque 98 % de la population se réclament de l'Église apostolique arménienne autocéphale.
Minorités religieuses: les Yézidis et les Molokanes, des chrétiens orthodoxes de l'ancienne Russie.

Pauvreté
Plus d'un quart de la population arménienne vit dans la pauvreté. Selon les estimations, le pays connaît toutefois une croissance économique robuste, estimée à plus de 5 % par an. Cette performance est due à un secteur informatique bien développé, à l'agriculture, à l'exploitation minière et plus récemment au tourisme.



Sur le terrain avec ...

WERNER THUT

DIRECTEUR RÉGIONAL ADJOINT DES PROGRAMMES DE LA DDC
DANS LE CAUCASE DU SUD ET CHEF DE MISSION ADJOINT

Propos recueillis par Samanta Siegfried

J'habite dans le quartier gouvernemental d'Erevan, non loin de la place de la République qui accueille régulièrement des manifestations. L'ambassade, où se trouve mon bureau, est à deux minutes à pied de mon domicile. En août 2020, j'ai été transféré de Géorgie en Arménie, où je travaille désormais en tant que chef de mission adjoint et directeur régional adjoint des programmes de la DDC dans le Caucase du Sud. Cette région inclut l'Arménie, l'Azerbaïdjan et



© DDC

la Géorgie. Je suis aussi responsable des projets de coopération internationale de la Suisse en Arménie.

J'entretiens, d'une part, des contacts avec les services gouvernementaux, les ambassades ainsi qu'avec les organisations internationales et ONG présentes ici. Je supervise, d'autre part, nos projets, que je visite sur le terrain. Depuis quinze ans, la DDC contribue à améliorer les revenus des familles paysannes, par exemple en facilitant leur accès aux marchés. Nous encourageons des modes de production qui allient croissance économique et utilisation durable des ressources naturelles.

De plus en plus perceptible en Arménie, le changement climatique affecte particulièrement les agriculteurs et agricultrices. Pénurie d'eau, incendies de forêt dus à la sécheresse ou pertes de récoltes suite au gel sont quelques-unes des conséquences du réchauffement. Lors de la conférence de Glasgow sur les changements climatiques en 2021, le président arménien a rappelé que l'Arménie occupait la quatrième place sur la liste de la Banque mondiale des États les plus vulnérables parmi tous les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale. Et ce, parce qu'une hausse des températures allant jusqu'à 1,3°C et une baisse des précipitations atteignant jusqu'à 9% ont été enregistrées au cours des cinquante dernières années.

Le grand public n'a toutefois pas encore pris conscience de la gravité de la situation. La majorité de la population arménienne vit en ville et n'est que peu sensible à ces changements insidieux. Le sujet n'est en outre pas prioritaire au niveau politique. Pourtant, le potentiel explosif de la question climatique est évident. Par exemple, le feu vert du gouvernement en août 2021 à une libération supplémentaire d'eau (+45%) de la plus grande réserve du pays, le lac Sevan, à des fins d'irrigation. Nous nous devons d'alerter le pays des dangers liés au changement climatique. Il s'agit de sensibiliser la population et les autorités locales, ainsi que de conseiller le gouvernement pour qu'il atteigne les objectifs de l'Accord de Paris.

Depuis 2017, notre programme Changement climatique soutient la mise en place d'un réseau de scientifiques dans l'ensemble du Caucase du Sud, qui doit également conseiller les politiques en Arménie. L'an dernier, nous avons lancé

un projet visant à offrir de nouvelles opportunités économiques aux familles paysannes vivant dans des réserves naturelles. Il s'agit essentiellement de promouvoir des modes de production respectueux du climat ainsi que le tourisme rural.

La reprise du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan représente de nouveaux défis. L'accès à des ressources rares, telles que l'eau, fait de plus en plus l'objet de conflits, parfois armés. Nous espérons ici pouvoir apporter une contribution à la paix grâce à des solutions techniques. ■

DÉMOCRATIE ET DROITS HUMAINS

Outre son engagement en faveur du climat et du développement durable dans les zones rurales du Caucase du Sud, la Suisse promeut la démocratie, les droits humains et l'État de droit dans la région. Elle encourage la participation des hommes et des femmes à la vie politique locale et nationale, et soutient les autorités régionales dans la mise à disposition de services publics de qualité. L'absence de corruption et des finances publiques saines à tous les niveaux constituent des points importants. La DDC contribue à la résolution des conflits, en facilitant le dialogue entre les parties. Via le programme régional Arts et culture, elle soutient les artistes, les aide à échanger et à prendre part au débat sur l'avenir de leur région.

Voix d'Arménie

ENGAGEMENT ET ASSIDUITÉ

«Si tout était facile, alors la vie ne serait pas si intéressante.» Dernièrement, je suis tombé sur cette citation de Marian Wright Edelman, militante américaine des droits de l'enfant, et elle m'a fait réfléchir. Je suis convaincu qu'elle s'applique à ma vie et en particulier à mon rêve de devenir danseur de ballet, un rêve inaccessible aux yeux de certains. Dès le début, mes proches ont tenté de m'en détourner en décrivant «mon brillant avenir» ainsi: «L'art n'est pas rentable. Avec la danse, tu ne peux pas nourrir une famille en Arménie. Danser ne peut être qu'un loisir. Pense aux ho-

raires impossibles, aux entraînements quotidiens, aux souffrances, aux blessures. Et que vas-tu devenir à l'armée?»

Ces remarques recèlent une part de vérité, en particulier pour un jeune Arménien qui a dédié sa vie au ballet. Mais peut-être est-ce le ballet qui m'a choisi et que je ne peux lui résister. Ma mère, qui était danseuse étoile au Théâtre national académique d'opéra et de ballet Alexandre Spendiaryan m'a régulièrement, durant mon enfance, emmené à des répétitions et à des représentations, éveillant ainsi en moi l'amour de cet art. Bien que consciente de tous les sacrifices que cela représentait, elle est restée fidèle à elle-même et à son art, et m'a inscrit à l'école de ballet.

Au cours de mes études, j'ai inévitablement eu à surmonter divers obstacles physiques et émotionnels, avant d'être finalement engagé au sein du seul ballet du pays. Ensuite est venu le temps de remplir mes obligations militaires. Grâce au soutien du directeur de l'opéra, il m'a été possible de concilier service militaire et ballet. Cela n'a pas été facile, mais je suis très heureux de ne pas avoir dû renoncer à la danse.

Actrices et acteurs, danseuses et danseurs gardent un très bon souvenir de la récente représentation de «Spartacus», le ballet d'Aram Khachaturyan, chorégraphié par Juri Grigorovich. L'œuvre n'avait pas été jouée pendant des années. Pour moi, elle a toujours eu une signification particulière, car je vois des parallèles entre le héros et la volonté inflexible de la population arménienne. Je suis intimement convaincu que nous allons danser «Spartacus» encore souvent et que de nombreux talents naîtront.

Ma vie a connu un tournant lorsque je suis tombé amoureux d'une ballerine. Elle m'a lié encore plus profondément à mon art. Notre jeune famille poursuit quelques buts, dont l'acquisition d'un appartement. Avec nos modestes revenus, cela s'avère difficile. Nos salaires ne suffisent pas à subvenir aux besoins d'une famille. J'ai eu l'opportunité de travailler à l'étranger, mais j'ai préféré rester au pays. C'est ma patrie qui me donne le courage de réaliser mes rêves.

Avec le recul, je peux affirmer sans aucun doute que les sommets les plus élevés peuvent être gravis grâce à un grand engagement et à une vive assiduité. C'est la voie pour faire éclore le Spartacus en nous, celle qui nous mènera vers de nouveaux succès. ■



VAHE ISRAYELYAN vit à Erevan. Diplômé du Yerevan Dancing Art State College, il est danseur permanent du Théâtre national académique d'opéra et de ballet Alexandre Spendiaryan. Pendant son temps libre, il fait de la randonnée et rencontre ses amis. Lorsqu'il voyage, c'est de préférence dans les différentes régions de l'Arménie.

« MÊME S'IL EST DIFFICILE DE PRÉDIRE L'AVENIR, NOUS POUVONS LE PRÉPARER »

Quelque soixante ans après la création de la coopération internationale de la Suisse, Ignazio Cassis, chef du DFAE, plaide en faveur d'un plus grand optimisme et rappelle que l'humanité n'a jamais connu d'époque aussi sûre et prospère que la nôtre. La décarbonisation et la numérisation sont les deux grands défis dont dépend son avenir.

Entretien : Luca Beti

L'actuelle coopération au développement a vu le jour en 1961, qui est aussi l'année où un certain Ignazio Cassis, aujourd'hui conseiller fédéral, est né. Que vous évoque cette époque ?

Cette année-là, Youri Gagarine effectuait le premier vol habité en orbite, Berlin était partagée en deux par un mur et les Beatles donnaient leur premier concert. Nous sommes tous les enfants de cette époque, celle de la reconstruction après le cataclysme de la Seconde Guerre mondiale, avec ses 50 millions de morts et la destruction d'innombrables infrastructures. Une époque que l'économiste Jean Fourastié a appelée les « Trente Glorieuses ». Une étiquette peut-être pompeuse, mais justifiée. Avec une croissance économique incroyable dépassant 4%, le chômage n'était plus qu'un souvenir et l'avenir promettait de donner forme aux rêves les plus fous, de la conquête spatiale à la victoire sur la pauvreté et la faim dans le monde. Tant Ignazio Cassis que la coopération au développement sont les produits de cette époque, où tout semblait possible. Du moins jusqu'en 1973, lorsqu'éclata la première crise pétrolière.

Beaucoup de choses ont changé depuis lors. Qu'est-ce qui a le plus marqué votre vision du monde ? Et comment celle-ci a-t-elle évolué depuis que vous êtes à la tête du DFAE ?

« COMPRENDRE ET ACCEPTER L'AUTRE SONT FONDAMENTAUX POUR INSTAURER LE DIALOGUE. »

Le premier choc pétrolier a été suivi d'un retour progressif au principe de réalité. La forte croissance économique avait conduit à la révolution de 1968, qui remettait en question tout un système de valeurs. J'ai vécu cette époque comme étudiant, d'abord au lycée, à Lugano (TI), puis à l'Université de Zurich. Il s'agissait de redéfinir le monde, un peu comme aujourd'hui. Les questions les plus brûlantes étaient celles de la drogue, puis du sida, mais il y avait aussi un besoin croissant de réalisation de soi. On commençait également à comprendre que les ressources n'étaient pas inépuisables et qu'il fallait mettre dans la balance, comme contrepoids au

bien-être, l'écologie et le développement durable, deux notions qui nous accompagnent toujours. Le paternalisme cédait la place à l'autodétermination, rendue possible notamment par la révolution technologique et la richesse. Les premiers ordinateurs faisaient leur apparition, marquant le début du numérique. La révolution informatique des années 1990 allait effacer les notions d'espace et de temps, et entraîner la mondialisation. Entre-temps, j'étais devenu médecin, mais je m'intéressais de plus en plus aux questions touchant à la collectivité, au point de m'engager en politique. Nous laissions alors derrière nous des valeurs traditionnelles comme la modestie et l'ardeur au travail, leur préférant un mode de vie plus

Visite dans une salle de classe au Sénégal. L'éducation est un domaine important de la stratégie du Conseil fédéral en Afrique subsaharienne et une activité prioritaire de la DDC sur le terrain.

© DFAE

hédoniste, ainsi que la réalisation de soi. Peu à peu, je percevais mieux les défis de notre « civilisation ». La lecture de la réalité depuis l'observatoire privilégié du monde que j'occupe en tant que chef du DFAE a ensuite élargi et accéléré ma compréhension des phénomènes collectifs.

En tant que médecin et membre du conseil de fondation de l'ONG Fairmed, puis comme chef du DFAE, vous avez visité de nombreux projets dans des pays en développement. Qu'est-ce qui vous a frappé lors de ces voyages ?

Chaque projet raconte des histoires d'hommes et de femmes, faites de partage, d'expériences et de collaboration avec des partenaires sur le terrain. Je me dois cependant d'en faire une double lecture: d'un côté, sur le plan humain, je suis porté à faire l'éloge des valeurs de solidarité et de charité chrétienne qu'expriment ces projets; de l'autre,

sur le plan de l'analyse, je suis poussé à poser des questions, fussent-elles dérangeantes. L'esprit missionnaire hérité des Trente Glorieuses et reposant sur le modèle de développement occidental ne nous dispense pas de suivre une approche rigoureuse. Ce que nous effectuons est-il juste? Et le faisons-nous bien?

Ces voyages vous permettent de voir le monde d'un point de vue différent de celui du personnel de la DDC sur le terrain ou des bénéficiaires de son action. Quelle importance prêtez-vous à cette différence de point de vue?

Sur le terrain, je fais la connaissance de nos collaborateurs et collaboratrices ainsi que de leurs partenaires et je vois comment ils travaillent. J'ai du plaisir à discuter avec eux pour comprendre leur état d'esprit, leur logique, leur métier. Je me rends compte des activités en cours et du savoir-faire requis. De retour

à Berne, ces images me restent en tête et je mets des visages sur les documents qui arrivent sur mon bureau. De plus, ces images sont parlantes et montrent aux contribuables suisses comment l'argent est dépensé. Sans cela, nous ne pourrions pas mener notre action à bien.

**« NOS EFFORTS VISENT
À RENFORCER LES DROITS
HUMAINS LÀ OÙ ILS
S'AFFAIBLISSENT. »**

Vous êtes un défenseur de la liberté, de la responsabilité individuelle et de la libre entreprise. Peut-on considérer la coopération internationale comme un investissement dans ces valeurs?

Certainement. Une perception favorable de la Suisse dans le monde a un fort impact positif sur notre sécurité, notre



prospérité et notre bonheur. Créer des emplois avec des partenaires du secteur privé, par exemple, permet à la population locale, en particulier aux familles, de pourvoir à leurs besoins essentiels. C'est le début de la liberté.

Mais ces valeurs n'ont-elles pas accentué les inégalités dans le monde? Ne devrait-on pas changer les règles du jeu et favoriser une redistribution des richesses entre pays riches et pays pauvres? N'y a-t-il pas une autre voie que celle suivie actuellement?

Ce débat traverse non seulement l'Occident, mais le monde entier. Quel type d'organisation sociale voulons-nous? Une démocratie ou une autocratie? Le capitalisme ou le communisme? Ou quelle nouvelle forme d'organisation? Quel est le modèle à même de garantir

à chaque individu sécurité, liberté et prospérité, qui sont les raisons d'être de la Confédération selon l'article 2 de la Constitution? Qu'en sera-t-il de ce modèle dans un siècle? Beaucoup de questions, mais peu de réponses. Comme à chaque époque! Avec l'Agenda 2030, les Nations Unies ont tracé la voie à suivre pour faire face aux difficultés, une voie qui peut s'intégrer dans divers modèles de développement.

**« JE DIRAIS QUE NOUS
SOMMES AVEUGLÉS PAR
LE COURT TERME. »**

Cette année, vous êtes non seulement chef du DFAE, mais également président de la Confédération. Quels sont

les thèmes centraux de votre année présidentielle?

La diversité et l'innovation. La diversité, parce qu'elle a caractérisé toute ma vie de citoyen d'une région linguistique minoritaire. L'innovation, car elle éveille ma curiosité et qu'elle est à l'origine de ma formation de médecin.

Comment conjuguer ces thèmes avec la coopération internationale de la Suisse?

La diversité est à la base même de notre action. Comprendre et accepter l'autre sont fondamentaux pour agir de manière constructive et instaurer le dialogue. On parle beaucoup d'« inclusion » aujourd'hui. Quant à l'innovation, c'est ce à quoi la coopération internationale aspire depuis des années, et la DDC y



est très attentive. Il suffit de penser aux partenariats Tech4Good, qui exploitent les technologies numériques pour réduire la pauvreté et soutenir le développement durable. Cette année sera donc l'occasion pour la coopération internationale de mieux intégrer encore ces deux dimensions dans ses activités quotidiennes.

En tant que président de la Confédération, vous êtes appelé à vous occuper davantage de questions de politique intérieure. Vous restera-t-il assez de temps à consacrer à la coopération internationale ?

J'y compte bien. Mais comme chacun sait: «Il est difficile de faire des prédictions, surtout quand elles concernent l'avenir!» Bon mot mis à part, même s'il est difficile de prédire l'avenir, nous pouvons le préparer. Des projets comme le Geneva Science and Diplomacy Anticipator et l'International Cooperation Forum Switzerland vont dans cette direction, en appelant tous les acteurs et actrices de la société à anticiper les défis et les opportunités à venir, grâce en particulier aux nouvelles technologies.

Après quelque soixante ans, la coopération internationale fait toujours face à de nombreux défis. Ne citons que le changement climatique, l'émergence de nouveaux conflits, l'augmentation de l'autoritarisme, les discriminations et l'affaiblissement des droits humains. Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ?

Rencontre de haut niveau au Sénégal en février 2021. L'entretien entre la ministre sénégalaise des Affaires étrangères Aissata Tall Sall et le conseiller fédéral Ignazio Cassis a porté sur le grand potentiel économique du Sénégal ainsi que sur la coopération dans les domaines de la numérisation et du climat.

© DFAE

Je pense que les mégatendances qui marqueront la planète de leur empreinte ces deux prochaines décennies sont la décarbonisation et le numérique. La résolution des autres problèmes que vous avez mentionnés dépendra de la bonne ou mauvaise gestion de ces deux révolutions.

« J'ASPIRE À UN MONDE OÙ LE DÉVELOPPEMENT AURA EU LE SUCCÈS ESCOMPTÉ SUR TOUS LES CONTINENTS, OÙ IL N'Y AURA PLUS BESOIN D'AIDE ET OÙ LES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES, ACADÉMIQUES, CULTURELS ET SOCIAUX SERONT RÉGLÉS DANS DES ACCORDS DE COLLABORATION MUTUELLE. »

Si l'on pense aux droits humains, on a le sentiment qu'ils sont souvent laissés pour compte lorsque des intérêts économiques entrent en jeu.

Les droits humains et leur définition sont le résultat d'une évolution sociale continue, du siècle des Lumières à nos jours. Ils continueront donc à évoluer et à s'adapter en fonction des besoins exprimés par les individus et les collectivités. L'effort de la communauté internationale doit viser à les renforcer là où ils s'affaiblissent. La Suisse est depuis toujours à l'avant-garde de cet effort et le restera, grâce notamment aux nouvelles lignes directrices du DFAE. De plus, menant également cet effort en ligne – autrement dit, dans le cyberspace –, nous avons intensifié les travaux en cours dans ce domaine, surtout au sein de la Genève internationale.

Ce qui préoccupe également, c'est de léguer un monde à la dérive aux prochaines générations. Ou est-ce faire preuve d'un pessimisme que vous ne partagez pas ? Qu'est-ce qui vous rend optimiste ?

Le monde occidental souffre aujourd'hui d'un certain pessimisme, auquel l'abatement dû à la crise du COVID-19 n'est peut-être pas complè-

tement étranger. Nous percevons un discours collectif aux accents de fin du monde. Je dirais que nous sommes aveuglés par le court terme. Je pense, au contraire, que l'humanité n'a jamais connu d'époque aussi sûre et prospère que la nôtre. Il reste bien sûr beaucoup à faire, mais de nombreux défis ont été surmontés dans le passé et de nom-

breux autres le seront à l'avenir, force est de le reconnaître. C'est dans cet état d'esprit que j'envisage l'avenir de la coopération internationale.

Pensez-vous qu'un jour la coopération internationale deviendra superflue ?

C'est certainement le rêve de la majorité de la population mondiale. Et c'est aussi le mien: un monde où le développement aura eu le succès escompté sur tous les continents, où il n'y aura plus besoin d'aide et où les échanges économiques, académiques, culturels et sociaux seront réglés dans des accords de collaboration mutuelle. ■

Carte blanche

VERS UN MONDE PLUS DURABLE ET PLUS JUSTE

La population zurichoise se souvient avec précision de cette nuit d'été 2021 lors de laquelle la tempête fut si violente que l'air semblait s'être transformé en eau. Le lendemain, c'est l'effroi: les arbres jonchent le sol par dizaines et la magnifique forêt de l'Uetliberg n'est plus qu'un tas de bois mort. Les quais du lac, eux, sont sous l'eau. À Lucerne, on installe de gros boudins de sable pour tenter d'empêcher l'eau débordant de tous les côtés du lac et de la Reuss de s'infiltrer dans notre quotidien. En Allemagne, en Belgique, les boudins ne suffisent plus, le déluge torrentiel emporte tout sur son passage. En même temps, les touristes ayant quitté le froid et la pluie pour le soleil grec suffoquent dans



Océane Dayer travaille pour le WWF à Zurich, en qualité d'experte après avoir décroché un master en sciences de l'environnement à l'EPFZ. En 2015, la Genevoise a fondé Swiss Youth for Climate. Cette organisation entend donner une voix à la jeunesse suisse dans les débats sur le réchauffement climatique. Elle a appelé à soutenir les grèves pour le climat qui ont fait descendre des milliers de jeunes dans la rue en 2019. Océane Dayer est à l'origine de la première délégation de jeunes Suisses à la Conférence des Parties, la fameuse COP. Depuis 2017, elle est coprésidente du Réseau suisse pour des solutions de développement durable (SDSN).

l'air brumeux des feux et regardent, impuissants, des centaines de personnes perdre leur maison, leur famille, leur vie.

« L'AGENDA 2030 NOUS DONNE À TOUTES ET À TOUS, CITOYENNES ET CITOYENS DU MONDE, UN LANGAGE COMMUN POUR RÉINVENTER DEMAIN. »

Des images emblématiques se mettent à faire le tour du monde. L'Europe a goûté à l'horreur des catastrophes, alors, enfin, on en parle. Pour une partie du reste du monde, l'augmentation de la fréquence et de la violence des événements météorologiques extrêmes est déjà, depuis plusieurs années, une réalité glaçante qui porte un nom commun: le changement climatique.

Comme une sorte d'horloge éthique qu'on aurait remontée à l'envers, les populations les plus touchées par les conséquences du changement climatique sont aussi celles qui, d'une part, en sont le moins responsables et, d'autre part, ont le moins de ressources pour y faire face.

Alors, dans cette infernale course contre la montre où chaque degré de moins gagné sur le réchauffement est une victoire contre la souffrance humaine, ne serait-il pas grand temps de changer de paradigme et de se mettre enfin à la tâche? Attendrons-nous vraiment que les îles du Pacifique disparaissent et que la population malgache soit décimée par la famine? Il faut reconnaître que le tableau actuel est bien sombre. Les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter. La di-

versité biologique diminue de manière vertigineuse, les écosystèmes et les services qu'ils fournissent et dont l'humanité entière dépend s'éffritent. Nous sommes en train de faire disparaître un million d'espèces. Nous ne remettons toujours pas en question ni l'agriculture industrielle ni un système économique basé sur une consommation qui doit toujours croître et dont le marketing est de plus en plus agressif. Nous nous convainquons que les inégalités sont structurelles et inévitables. Nous nourrissons encore et encore la compétition aux dépens de l'entraide. Nous martelons que le mode de vie occidental n'est pas négociable. Nous oublions ou refusons de replacer l'économie au service de l'humain. Nous continuons à avancer avec des œillères. Nous nous convainquons que le changement doit venir des autres, que notre responsabilité en tant que citoyennes et citoyens, en tant que communauté, en tant que nation est limitée. Nous nous mentons à nous-même au prix du bien-être, voire de la survie, des plus faibles et des générations futures.

« DANS CETTE INFERNALE COURSE CONTRE LA MONTRE OÙ CHAQUE DEGRÉ DE MOINS GAGNÉ SUR LE RÉCHAUFFEMENT EST UNE VICTOIRE CONTRE LA SOUFFRANCE HUMAINE, NE SERAIT-IL PAS GRAND TEMPS DE CHANGER DE PARADIGME ET DE SE METTRE ENFIN À LA TÂCHE? »

Pourtant, la communauté internationale s'est dotée il y a six ans de deux boussoles pour faire face à la tempête. D'une part, l'Accord de Paris sur le cli-

mat dans le cadre duquel les nations s'engagent à maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés et, si possible, à 1,5 degré, ce qui devrait nous préserver des pires conséquences. Ce texte contient également des mécanismes qui, s'ils sont respectés, doivent assurer que toutes et tous puissent effectuer une transition la plus équitable possible. Et, d'autre part, l'Agenda 2030 de l'ONU et ses dix-sept Objectifs pour le développement durable.

Pour la première fois, le monde possède un agenda commun holistique qui, à la manière d'un édifice, définit l'objectif principal, soit la protection de notre planète pour garantir à toutes et à tous une vie digne. Cet édifice est couronné par le pacte de solidarité internationale pour l'atteinte des seize autres objectifs environnementaux, sociaux et économiques. Cet agenda est loin d'être parfait – certains objectifs sont contradictoires, d'autres manquent –, mais il faut reconnaître que c'est de loin le meilleur

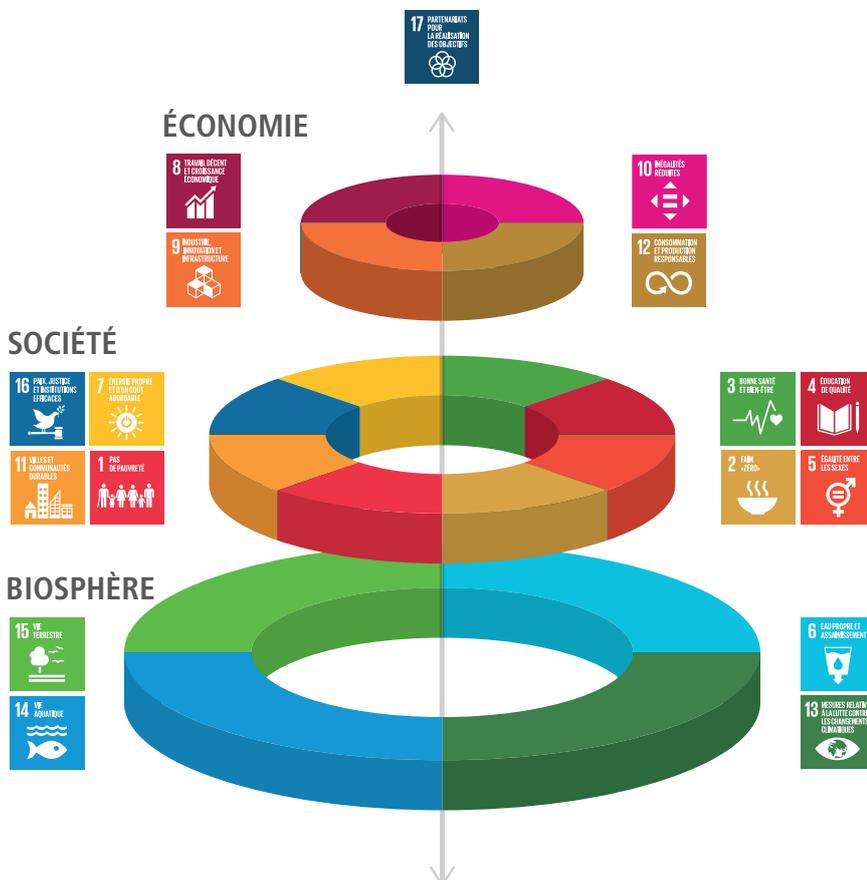
outil dont l'humanité ait jamais disposé. Enfin, toutes les nations du monde sont concernées car, en termes de durabilité, nous sommes tous des pays en développement. Fini, en théorie, le Nord qui donne la leçon au Sud tout en continuant à y exploiter les ressources pour ses seuls intérêts. Finie, en théorie, la définition unique et occidentale, de ce à quoi doit ressembler le chemin vers un développement durable. Même si, pour l'instant, tout cela reste une théorie, l'Agenda 2030 nous donne à toutes et à tous, citoyennes et citoyens du monde, un langage commun pour réinventer demain.

Saisissons cette chance et corrigeons le sombre tableau dépeint plus haut. Ayons le courage de remettre en question certains modèles économiques et sociaux qui sont aujourd'hui ouvertement problématiques, même si ceux-ci ont apporté des améliorations concrètes par le passé. Il ne s'agit pas de prétendre que nous connaissons exactement toutes

les solutions, mais de commencer par mettre en œuvre celles que nous avons, en nous servant de nos boussoles. Nous connaissons la direction à prendre, la science et la société civile nous l'indiquent depuis des années déjà. Notre première tâche est de cesser de décrire les transformations nécessaires de nos sociétés comme une privation ou un retour en arrière, alors qu'en réalité le monde à réinventer a toutes les chances d'être un monde dans lequel nous vivrons mieux, plus heureux et en meilleure santé.

« RÉORIENTONS NOTRE IMAGINATION ET NOS INSPIRATIONS POUR CRÉER ENSEMBLE UN MONDE PLUS DURABLE, PLUS JUSTE ET PLUS LIBRE POUR NOUS TOUTES ET TOUS AINSI QUE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES. »

Emparons-nous de ces boussoles que sont l'Accord de Paris sur le climat et l'Agenda 2030. Réorientons notre imagination et nos inspirations pour créer ensemble un monde plus durable, plus juste et plus libre pour nous toutes et tous ainsi que pour les générations futures. ■



Avec les 17 Objectifs de développement durable fixés par l'Agenda 2030, le monde dispose pour la première fois d'un plan global commun qui fait de la protection de notre planète un dessein fondamental.

« JE VOULAIS REDONNER UNE VOIX À CES FIGURES DISPARUES DU CONGO »

À travers ses œuvres, l'auteur congolais Blaise Ndala confronte l'Europe aux zones d'ombre de son rapport au passé colonial. Le Prix Kourouma lui a été décerné en octobre dernier à Genève pour *Dans le ventre du Congo*, son troisième roman.

Entretien : Samuel Schlaefli

Monsieur Ndala, quelques jours avant notre entretien, vous étiez à Genève pour y recevoir un prix et à la Maison de la littérature de Bâle afin de présenter votre dernier ouvrage. Qu'évoque la Suisse pour vous, notamment au regard des thèmes que vous abordez en tant qu'écrivain ?

Même si je n'ai jamais pensé spécifiquement à la Suisse au moment de me lancer dans un projet, deux choses me viennent à l'esprit. Tout d'abord, je voudrais signaler que mon dernier roman évoque, entre autres, les œuvres d'art africain qui se trouvent aujourd'hui encore dans les fonds de musées européens. Il y est question des traditions et de l'art du royaume Kuba, une monarchie qui, pendant plus de quatre cents ans, s'étendait sur de vastes territoires de l'actuelle République démocratique du Congo. L'un des personnages du roman, le collectionneur belge Mark de Groof, rapporte de nombreuses œuvres d'art du Congo et constitue une importante collection qu'il écoule auprès de clients européens. On pourrait très bien imaginer que des Suisses aient pu figurer parmi ses clients, alors que de tels objets sont largement représentés

dans les institutions helvétiques, notamment au Musée Rietberg de Zurich. Si la Suisse veut se placer du bon côté de l'Histoire, elle ne peut faire l'économie d'une analyse des circonstances de l'acquisition de ces œuvres ainsi que des possibilités de les restituer au Congo comme à d'autres États africains. D'après ce que j'ai cru comprendre, de premières démarches ont été accomplies dans ce sens.

Et la seconde chose ?

Dans mon deuxième roman *Sans capote ni kalachnikov*, j'interroge nos conceptions de l'aide internationale en général et du travail humanitaire en particulier. Cela devrait sans doute parler à la Suisse, pays qui joue un rôle déterminant en matière de solidarité internationale, puisque c'est ici que le droit international humanitaire a vu le jour. Comme juriste, je sais combien la Suisse s'est investie pour agir en nation généreuse et vertueuse. C'est précisément sur la générosité supposée des États que se penche le roman, sur ce rapport de verticalité entre le Nord avec ses philanthropes et son personnel hu-

BLAISE NDALA est né en République démocratique du Congo. Dès son plus jeune âge, il est encouragé à lire par son père, d'où sa grande passion pour l'écriture d'abord, l'histoire ensuite. En 2003, il poursuit ses études de droit en Belgique, puis émigre au Canada en 2007, où il travaille actuellement en tant qu'écrivain et juriste dans le domaine des droits humains, en plus de se consacrer à la littérature. Son premier roman, *J'irai danser sur la tombe de Senghor* (2014), lui a valu le Prix du livre d'Ottawa dans la catégorie francophone. Une adaptation de cet ouvrage au cinéma par le réalisateur Rachid Bouchareb est en cours. *Sans capote ni kalachnikov* (2017) a remporté l'édition 2019 du Combat national des livres de Radio-Canada. *Dans le ventre du Congo* a reçu en 2021 le Prix Kourouma ainsi que le Prix Ivoire, principale distinction littéraire décernée par la Côte d'Ivoire. Il est en lice pour le Prix des 5 continents de la Francophonie. Le roman est édité au Canada et en France, mais aussi en Côte d'Ivoire (aux éditions Vallesse). Grâce à l'édition africaine, Blaise Ndala nourrit l'espoir que ses textes seront plus aisément disponibles sur le continent africain, à un prix abordable.

manitaire, d'une part, et les populations du Sud, qu'elles soient africaines ou autres, d'autre part. En donnant à voir certaines ambiguïtés de cette verticalité telle qu'elle est pratiquée dans plusieurs régions de l'Afrique, la fiction suggère que, dans certaines circonstances, l'aide offerte peut causer beaucoup de torts. Sous couvert de solidarité et de charité, il n'est pas rare qu'elle profite au bout du compte aux donateurs plutôt qu'aux bénéficiaires supposés. Dans ce contexte, l'argent n'est pas seul en jeu: il y a aussi toute la communication et les images produites et véhiculées sur la misère de ce que nous nommons « les pays pauvres ». Il est important que les narratifs que nous nous fabriquons sur l'aide aux plus démunis soient réguliè-

rement remis en question, même lorsqu'ils reposent sur des objectifs des plus louables.

Quel rôle revient ici aux artistes ?

Un roman est là pour poser des questions sur la condition humaine ou pour en faire naître de nouvelles. Loin de prétendre détenir la vérité, le romancier en moi ne fait que constater l'existence de ces représentations problématiques autour de l'Afrique et de l'aide dont elle serait si dépendante. Nous devons soumettre ce que nous lisons, ce que nous entendons ou ce que nous voyons à un examen critique. Ce serait déjà un bon début.

Depuis presque vingt ans, vous sondez le passé colonial de la Belgique dans votre pays d'origine, la République démocratique du Congo. Comment expliquer un intérêt aussi fort ?

À vrai dire, tout a commencé par hasard. En 2003, je suis parti en Belgique pour mes études de droit. Une amie belge m'a emmené au Musée royal de l'Afrique centrale, à Tervuren. Elle m'a montré la sépulture de sept des quelque 200 Congolais traînés de force en Belgique à l'occasion de l'Exposition coloniale de 1897, pour y jouer les « sauvages ». J'avais déjà lu beaucoup de choses sur l'histoire commune du Congo et de la Belgique, mais ce chapitre m'était totalement inconnu. J'ai alors pris conscience de ma

© Photo Salon du Livre en Ville/Pierre Albouy



LE SALON AFRICAIN ET LA DDC

Depuis 2004, la DDC soutient le Salon africain qui se tient chaque année dans le cadre du Salon du livre de Genève. Doté de 5000 francs, le Prix Kourouma y récompense un auteur ou une autrice d'expression française, originaire d'Afrique subsaharienne, pour un ouvrage de fiction. L'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma a révolutionné la littérature africaine dans les années 1970 en intégrant dans ses romans la tradition africaine du conteur. Par son engagement, la DDC entend renforcer la visibilité de la littérature africaine, soutenir la diffusion des œuvres, encourager les échanges entre écrivains et offrir un appui à leur carrière.

méconnaissance du passé colonial belge dans mon pays. Je voulais en apprendre davantage et découvrais sans cesse des éléments nouveaux. Par exemple, qu'il y avait eu, en 1958, une dernière Exposition coloniale à Bruxelles, au cours de laquelle on avait exhibé à nouveau des Congolais. Ou encore que de nombreuses dépouilles de résistants congolais, emmenés contre leur gré en Belgique à des fins d'études raciales, s'y trouvaient encore. Ayant accès à toutes les sources en Europe, je me suis plongé dans l'Histoire. Et quand j'en ai suffisamment appris, j'ai voulu redonner une voix à ces figures disparues du Congo.

Quelles ont été vos expériences au cours de cette période de recherche intense ?

J'ai été choqué par le peu de connaissances de la plupart des Belges, notamment des universitaires, quant à leur propre histoire. Lorsque j'évoquais les zoos humains, mes collègues étudiants qui, comme moi, se spécialisaient dans le domaine des droits humains, tombaient des nues. Jamais ils n'en avaient entendu parler en cours d'histoire. Aujourd'hui encore, l'image du Congo d'hier dépend fortement de la manière dont la Belgique interprète et communique sur ce passé. Il nous revient, à nous, Congolaises et Congolais, de revisiter cette image. Non pas pour cultiver des ressentiments vis-à-vis de la Belgique, mais pour apporter une perspective historique globale.

Dans ce cas, pourquoi ne pas écrire des ouvrages historiques plutôt que de la fiction ?

Il existe beaucoup de livres d'histoire, la connaissance est à portée de main. Mais elle est longtemps restée l'apanage des milieux universitaires, dans une sorte de langage secret. Mon intention n'est pas d'ajouter ma voix à cet univers plus ou moins secret où quelques initiés dialoguent en vase clos. En optant pour une œuvre littéraire, je fais le pari de toucher un public plus large. La fiction et la subjectivité qu'elle induit me permettent de me glisser dans la peau d'un colonisateur belge, d'un roi congolais ou d'un collectionneur, ce qui est le meilleur moyen d'embrasser la complexité d'une histoire qui a tant à révéler selon

les différents angles que l'on choisit. Enfin, le roman est un excellent véhicule lorsqu'il s'agit de replacer certains aspects occultés dans le récit dominant. Et, bien entendu, je suis un conteur. C'est une passion que le roman sait honorer.

Quel intérêt manifeste la jeunesse congolaise aujourd'hui pour sa propre histoire ?

Les thèmes tels que la restitution d'œuvres d'art africaines ou les dédommagements pour les crimes commis sous la colonisation sont à nouveau plus présents dans la conscience collective. Mais, pour le peuple africain, la migration, l'expérience des frontières et le racisme vécu au quotidien en Europe sont, eux aussi, toujours liés au passé colonial ou ressentis comme tels. Quand la France mène une opération militaire au Sahel ou en Libye, la discussion sur ce passé repart de plus belle. Les jeunes sont nombreux à se mobiliser, notamment grâce aux réseaux sociaux où se déroulent ces débats souvent brûlants.

Percevez-vous des signes de rapprochement entre les pays du Nord et du Sud sur cette question du rapport au passé colonial ?

Je crois que nous sommes arrivés à un tournant. L'un des éléments déclencheurs a été le meurtre de George Floyd. Cet acte n'a pu que raviver, pour la nouvelle génération africaine, l'aspiration à plus de justice. Les jeunes luttent contre les effets que la colonisation a sur leur vie, aujourd'hui encore. Les choses commencent à évoluer. En Belgique, une commission d'historiens belges et congolais a été mise sur pied. Sa tâche sera de définir les événements clés devant être intégrés dans le programme scolaire. Le Musée royal de l'Afrique centrale de Tervuren, dont je parlais plus tôt, a été fermé pendant des années. On l'a rénové pour pouvoir y proposer un récit plus global du passé colonial.

« COMME JURISTE, JE SAIS COMBIEN LA SUISSE S'EST INVESTIE POUR AGIR EN NATION GÉNÉREUSE ET VERTUEUSE. »

« POUR LE PEUPLE AFRICAIN, LA MIGRATION, L'EXPÉRIENCE DES FRONTIÈRES ET LE RACISME VÉCU AU QUOTIDIEN EN EUROPE SONT, EUX AUSSI, TOUJOURS LIÉS AU PASSÉ COLONIAL OU RESSENTIS COMME TELS. »

Êtes-vous satisfait du résultat ?

Le changement n'est pas réussi en tous points, mais une prise de conscience a bien eu lieu: le musée a compris qu'il fallait rompre avec les représentations paternalistes et eurocentrées d'autrefois. Autre exemple: le 30 juin 2020, pour la première fois, le roi Philippe a exprimé ses profonds regrets face aux crimes contre l'humanité perpétrés au

Sans le Prix Kourouma, de nombreuses personnes n'auraient probablement jamais entendu parler de mon dernier livre. À ce titre, des organisations comme la DDC jouent un rôle important dans le rayonnement de nos arts. Comme celui d'autres États du Nord, l'engagement culturel de la Suisse contribue à faire entendre nos voix. Je ne suis pas de ces détracteurs de la coopération au développement qui af-

main, une institution culturelle locale qui devrait pouvoir s'en charger, pourquoi pas en partenariat avec la Suisse. Coopérer signifie toujours agir ensemble. Soutenir là où cela est nécessaire pour outiller les partenaires qui, la fois suivante, pourront eux-mêmes prendre les choses en main. L'aide la plus efficace est celle qui crée les conditions grâce auxquelles elle deviendra superflue.

Une dernière question: quels conseils donneriez-vous à de jeunes écrivaines et écrivains africains ?

« L'AIDE LA PLUS EFFICACE EST CELLE QUI CRÉE LES CONDITIONS GRÂCE AUXQUELLES ELLE DEVIENDRA SUPERFLUE. »

Congo par la Belgique, sous Léopold II. C'est un signal politique fort. Il a fallu attendre plus d'un siècle pour cela.

Revenons à la littérature. Quel rôle les organisations de développement telles que la DDC jouent-elles dans la popularisation d'auteurs et autrices africains ?

firmement que tout cela ne sert à rien. Ce serait faire preuve de démagogie. Reste que cette aide devrait avoir pour but de rendre à terme les États africains plus autonomes. Si, aujourd'hui, la Suisse met à disposition les fonds nécessaires pour que Blaise Ndala et Max Lobé se rendent en Afrique et discutent de leurs livres avec des étudiantes et étudiants de Kinshasa ou de Douala, c'est, de-

Je ne suis pas nécessairement à l'aise dans le rôle du grand frère qui prodigue des conseils. Comme si j'avais atteint l'Olympe de la littérature pour y trouver le « feu sacré » et acquis un savoir prodigieux. La réalité, c'est que je suis toujours en quête ! J'aimerais juste leur dire une chose: le fait qu'ils vivent et créent depuis le Congo, ou dans toute autre région de l'Afrique, ne doit pas les faire douter de l'importance de ce qu'ils ont à dire. L'humanité est la même partout, la parole est la même partout. Nul n'est en mesure de dire mieux qu'eux les conditions de leur existence et le regard qu'ils portent sur le monde. Il faut préserver la passion, ne se laisser bâillonner par personne. Le reste, c'est le temps et les circonstances qui le font. ■



© James Barnor / Autograph ABP, London

CHEF-D'ŒUVRE PHOTOGRAPHIQUE

(bf) Le Museo d'arte della Svizzera italiana (MASI) de Lugano présente l'une des rétrospectives les plus importantes et les plus complètes consacrées au photographe ghanéen James Barnor. Conçue par les Galeries Serpentine de Londres, l'exposition *James Barnor: Accra/London - A Retrospective* documente une carrière de plus de six décennies, au cours desquelles l'artiste s'est essayé à tous les genres: portraits en studio, reportages journalistiques, photographies de mode et scènes de rue. Par ses clichés, qui témoignent de son ouverture d'esprit et de sa spontanéité, James Barnor, né à Accra en 1929, raconte les évolutions sociales et politiques qui ont marqué tant l'histoire de son pays que celle de la communauté africaine de Londres. Cette rétrospective présente des œuvres appartenant aux archives personnelles de l'artiste, dont de nombreuses photographies inédites datant essentiellement des années 1950 à 1980.

James Barnor, Accra/London - A Retrospective, jusqu'au 31.07.2022, MASI Lugano

EXPOSITIONS

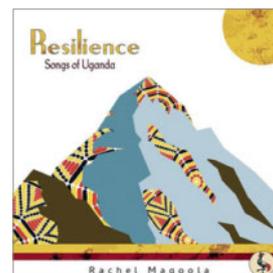
SAVOIRS AUTOCHTONES POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

(zs) Les Maasaï du Kenya et de Tanzanie, les Ka'lina de Guyane, les Māori de Nouvelle-Zélande: aux quatre coins du monde, près de 500 millions d'autochtones font valoir leurs droits face à l'injustice environnementale qui menace leur santé, leurs cultures et leur économie. Ces communautés se révèlent particulièrement vulnérables en raison de leur forte dépendance à leur milieu naturel, crucial pour leur subsistance notamment. Or, elles possèdent des connaissances et un savoir-faire ancestraux précieux pour préserver la biodiversité, l'eau, les sols et les

écosystèmes. Le Musée d'ethnographie de Genève présente leurs pratiques pour faire face aux dégradations de leurs territoires, précipitées par les bouleversements climatiques. L'exposition *Injustice environnementale - Alternatives autochtones* montre l'éthique du soin et les réparations que ces communautés cultivent pour répondre à ces enjeux. Biographies, témoignages vidéo, œuvres artistiques dévoilent ces hommes et ces femmes qui entendent protéger leurs terres et transmettre leurs traditions aux jeunes générations. *Exposition temporaire Injustice environnementale. Alternatives autochtones, Musée d'ethnographie de Genève, jusqu'au 21.08.2022*

MUSIQUE

VIRTUOSITÉ SOLAIRE



(er) En Suisse, son nom est encore peu connu. En Ouganda, pays enclavé d'Afrique de l'Est d'où elle est originaire, Rachel Magoola est une référence. Dans cette « République » dirigée depuis de longues années par Yoweri Museveni, la chanteuse, qui œuvre pour la formation des jeunes ainsi que pour les droits des femmes et des filles, a été élue l'an dernier au Parlement en tant que déléguée à la condition féminine pour le Mouvement de Résistance nationale. Longtemps, les chanteuses n'étaient pas vues d'un bon œil en Ouganda. À 56 ans, Rachel Magoola sort pourtant *Resilience*, son septième album solo. Dans des dialectes ougandais, parfois accompagnée de chœurs discrets, sa voix claire aux accents chauds et tendres rapporte les conditions de vie difficiles de la population. Des textes lourds de sens, mais emmenés avec délicatesse, élégance et virtuosité par un ensemble de sept musiciens. Basse, guitare, claviers, flûte, batterie, *endingidi* (instrument à une seule corde frottée), *adungu* (harpe arquée à neuf cordes), embaire (xylophone), kalimba (piano à pouces) et percussions traditionnelles se mêlent en une musique solaire: de quoi donner des fourmis dans les jambes. *Rachel Magoola, Resilience, Songs of Uganda (ARC Music/Naxos)*

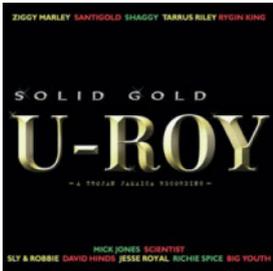
RENVERSANT



(er) Monsieur Doumani est un trio chypriote fondé en 2011. À son actif, des productions étonnantes, à contre-courant, fascinantes et stimulantes, mystiques, intenses, électriques et éclectiques. Un quatrième album propose une musique

originale grâce à l'emploi de pédales d'effet modifiant les séquences d'instruments tels que le tzouras (version miniature du luth grec ou bouzouki), la guitare (aussi utilisée en tant qu'instrument de percussion) et le trombone, aux accents de basse. Une musique en filigrane, riche, conjuguant accents méditerranéens et héritages d'Afrique de l'Ouest en une folk d'avant-garde hypnotique. Des réminiscences de musique psychédélique turque évoquent, comme le suggère le titre grec chypriote *Pissourin* (« Obscurité parfaite »), une atmosphère nocturne peuplée d'elfes et de lutins dansant dans la clarté de la lune, des planètes et des étoiles, le tout sous l'œil attentif d'une chouette. La scène est contée par des voix masculines, en une psalmodie polyphonique plutôt sombre. Les textes chantés sont traduits en anglais dans le livret. En bref: renversant. *Monsieur Doumani*, Pissourin (*Glitterbeat/Indigo*)

HOMMAGE SANS PAREIL



(er) On le considère comme un pionnier du *toasting*, ce chant parlé monotone né du scat ou jazz vocal pour devenir le riddim (séquence musicale récurrente) des *deejays* (ou *toasters*) de reggae et de dancehall. Il est ainsi l'un des précurseurs du hip-hop et du rap. Ewart Beckford, alias U-Roy, est décédé en février 2021, à 78 ans. Prévue en 2020 et retardée à cause de la pandémie, la sortie de l'album *Solid Gold* de cette icône du reggae jamaïcain a donc lieu à titre posthume. Douze titres dans lesquels la voix rauque et charismatique d'U-Roy – on perçoit çà et là l'influence du dancehall – développe en un freestyle plein d'humour et de mordant parfois. Cette énergie communicative est soulignée par la pulsation rythmique des cordes et des percussions, flanquée de larges séquences dévolues aux claviers et aux vents. L'album accueille également de nombreux invités: les musiciens jamaïcains Ziggy Marley, Shaggy et Sly & Robbie, la chanteuse sud-africaine Santigold et bien d'autres encore. Associée à de nouveaux titres, la reprise de classiques tels que *Rule The Nation*, *Wear You To The Ball* ou *Wake The Town* constitue un hommage sans pareil à U-Roy. *U-Roy, Solid Gold (Trojan Jamaica/BMG)*

FILMS

DEVANT LA CAMÉRA, UNE PEINTURE



(wr) Un long-métrage venu du Lesotho, ce pays d'Afrique australe, est en soi un événement rare. S'il fait de plus défiler sous nos yeux des tableaux saisissants, avec une actrice principale tout simplement époustouflante, le miracle est bien là. Dans cette pittoresque région de montagnes, un projet de barrage va contraindre la population à quitter le village. Mantoa, veuve et âgée, s'y oppose: comme ses ancêtres, elle veut être enterrée ici. Elle décide de défendre l'héritage spirituel des Basotho et attise la volonté de résister des villageois et des villageoises. *L'indomptable feu du printemps* est le premier film de Lemohang Jeremiah Mosese. Le rythme de ce long-métrage est aussi paisible que la vie dans cette vallée de Nazareth. Parfois, les scènes semblent tirées de la Bible ou de la mythologie fixées sur la toile par un grand maître flamand. Les traits de Mantoa se fondent dans son environnement, par un mimétisme qui aurait façonné, au fil du temps, son visage en vallées et en collines. Il est lui-même paysage, et c'est aussi ce territoire que sonde la caméra du réalisateur. *L'indomptable feu du printemps (This is not a Burial, it's a Resurrection) de Lemohang Jeremiah Mosese est disponible en DVD sur www.trigon-film.org; V.O. en sesotho (langue bantoue), sous-titrage français et allemand*

UN ESPACE D'INTERACTIONS INÉDIT



(zs) Le Festival du film des droits humains (FIFDH) souffle ses 20 bougies cette année. Au programme, des films bien sûr, mais

également des rencontres et des débats exceptionnels. Parmi les documentaires de création, citons *Le dernier refuge* du réalisateur malien Ousmane Zoromé Samassékou. Aux portes du Sahel se dresse la Maison du Migrant, tel un refuge pour celles et ceux en route vers l'Europe ou sur le retour. Ici, ces femmes et ces hommes font face à leurs propres histoires de migration. Que ressent-on, de quoi a-t-on besoin lorsque nos rêves ont été enfouis dans le sable ou attendent d'être vécus?, questionne le film. En lien avec ce dernier, se tiendra un débat sur les violences sexuelles subies sur les routes migratoires. Dans la catégorie « Grands reportages » figure le film *Children of the Enemy* du Chilien établi en Suède Gorki Glaser-Müller. Son premier long métrage raconte le cauchemar que traverse Patricio Galvey. Ce musicien a perdu sa fille, radicalisée et partie avec son époux suédois en Syrie, où ils ont tous les deux été tués. Ses sept petits-enfants, âgés de 1 à 8 ans, demeurent là-bas, ballottés d'un camp à l'autre, sans soins ni espoir de retour. Patricio Galvey part à leur recherche. Notons encore la présence du photjournaliste français d'origine iranienne Reza, qui dialoguera avec deux photographes d'Afghanistan. Alors que ce pays est désormais aux mains des Taliban, comment faire de l'art et le ressentir? Une rencontre qui promet d'être passionnante. *Festival du film des droits humains, du 4 au 13 mars 2022, Genève; <https://fifdh.org>*

RUPA OU LE CHEMIN DE L'INDÉPENDANCE



(bf) Le documentaire *Digital Karma*, coréalisé par le Suisse Mark Olexa et l'Italienne Francesca Scalisi, accompagne pendant plusieurs années une jeune femme du Bangladesh sur le chemin de l'indépendance en tant qu'entrepreneuse. Récompensé par plusieurs distinctions au niveau international, ce film nous fait entrer dans la vie de Rupa comme dans celle d'autres Bengalies qui cherchent à échapper à leur destin, soumis au respect de coutumes ancestrales. Le décor: des plantations de thé épousant des collines noyées de brume, des scènes de village bigarrées, dans le nord-est du pays. Avec

son vélo, une caméra vidéo et son savoir pour tout bagage, Rupa prend sa vie en main, dans un difficile exercice d'équilibre entre nouveauté et tradition, jusqu'à ce que la décision de son père et de ses frères vienne chambouler son existence. Déterminée à fuir un mariage forcé et à se défaire du carcan des coutumes en vigueur dans son pays, la jeune fille commence une formation en électronique numérique. Digitalkarma, *film documentaire de Mark Olexa et Francesca Scalisi, est disponible en streaming sur la plate-forme VOD www.filingo.ch*

MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE

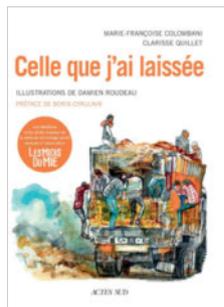


CRISE HYDRIQUE AU CAP

(sg) À partir de 2015, la métropole sud-africaine du Cap a connu une sécheresse de trois ans qui a entraîné une pénurie d'eau. En octobre 2017, le gouvernement a imposé des restrictions d'eau et ordonné des rationnements pour empêcher ce qui semblait inéluctable: «Day Zero», soit le jour où les robinets de toute la ville cesseraient de couler. Le court-métrage *Scenes from a Dry City* de Simon Wood et de François Verster nous montre Le Cap au paroxysme de cette crise hydrique. Des habitants essaient de contourner les restrictions pour assurer leur subsistance. Les familles doivent endurer de longues files d'attente aux bornes publiques. Des mouvements de protestation attirent l'attention sur la répartition inégale de l'eau. Les réalisateurs mettent en lumière les conditions inégales des citoyens durant la crise ainsi que l'aggravation des disparités sociales déjà existantes. *Scenes from a Dry City, film de Simon Wood et de François Verster, Afrique du Sud, 2019; avec des pistes adéquates pour l'enseignement. www.education21.ch (recherche: enseignement et école, ressources pédagogiques, film)*

LIVRES

EN MANQUE DE LEUR MAMAN



(zs) « Qui ou quoi te manque le plus ? » Telle est la question posée par Marie-Françoise Colombani et Clarisse Quillet à des mineurs non accompagnés, filles et garçons. Leur réponse ? « Ma maman », confient-ils à une très large majorité. Puis, « ma grand-maman » si elle a rempli ce rôle. Ou encore une petite sœur ou un petit frère. En quête d'un monde meilleur, ces adolescentes et adolescents ont quitté leur pays au péril de leur vie. Avec force et courage, ils narrent leur jeune passé. Cynthia, jeune Congolaise de 17 ans, raconte: « Je n'ai pas vu ma petite sœur depuis trois ans. J'avais 14 ans quand on nous a séparées. Il n'y a qu'elle qui me manque. » En Angola, où elle travaillait « avec sa mère au ménage », elle se faisait battre par son beau-père. Sa mère ne la croyait pas: « Elle disait que j'inventais. » Les autrices ont voulu faire parler de jeunes migrantes et migrants au-delà des chiffres et des statistiques. Pour tout simplement savoir « ce qu'il y a derrière leur prénom ou leur origine géographique ». Des histoires de vie à la fois attendrissantes et bouleversantes. *Marie-Françoise Colombani et Clarisse Quillet, Damien Roudeau (illustrations), Celle que j'ai laissée, Actes Sud, Paris, 2021*

UN INSPIRANT TOUR DU MONDE



(zs) « L'avenir, tu n'as pas à le prévoir, mais à le permettre », disait Antoine de Saint-Exupéry. Aussi, Christophe Chenebault s'est concentré sur des initiatives inspirantes et motivantes. Celles-ci sont déjà à l'œuvre, menant une révolution

douce et silencieuse. Cet ouvrage raconte notamment comment le Bouthan vit au rythme du Bonheur national brut, comment le Sikkim, État du nord de l'Inde, a banni la totalité des pesticides et des engrais chimiques pour devenir entièrement biologique ou encore comment le Costa Rica produit 100 % de son électricité à partir d'énergies renouvelables. Un condensé d'espoir – vital –, alors que les crises en tous genres ne cessent de s'accumuler. Il s'agit d'« informer encore et encore sur l'écologie, de montrer de nouveaux chemins désirables, de convaincre que c'est possible ici et maintenant », souligne l'auteur qui prône « un éco-humanisme positif ». « Ce futur est en fait déjà en marche, et la bonne nouvelle est qu'on n'arrête pas le futur. » *Christophe Chenebault, Bienvenue dans un monde positif, 100 initiatives pour croire en l'avenir, Massot Éditions, Paris, 2021*

CHANGER LA VIE PAR L'ÉDUCATION

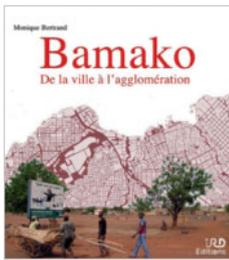


(zs) Pour tenter de se reconstruire, Léna décide de tout quitter. Elle se rend en Inde, sur la côte de Coromandel, au bord du golfe du Bengale. Sans force, elle ne participe à aucune excursion touristique. Mais elle prend l'habitude de se baigner dans l'océan à l'aube, « alors que tout dort encore autour d'elle ». Ainsi s'offre à elle un havre de paix. De temps à autre, elle aperçoit un cerf-volant non loin de la ligne d'horizon. Mais que fait cette enfant sur cette plage, à l'heure où seuls les pêcheurs sont debout ? Un jour, les yeux de cette petite fille la fixent ardemment, comme pour la ramener à la vie. Un puissant courant a surpris Léna, la fillette a donné l'alerte. La jeune femme est miraculeusement secourue. Souhaitant remercier l'enfant, elle découvre que la petite travaille durement dans le restaurant d'un cousin. Celle-ci n'est jamais allée à l'école et s'est murée dans le silence. Autrefois enseignante, Léna veut percer le secret de sa sauveuse et lui apprendre à lire et à écrire. Une incroyable rencontre qui mêle tourments, espoir et rêve de changer la vie par l'éducation. *Laetitia Colombani, Le cerf-volant, Grasset, Paris, 2021*

REVENIR À LA SOLIDARITÉ

(zs) Des femmes d'origines diverses ont créé une association de quartier pour s'épauler. Mais les ennuis s'amoncellent, exacerbant les tensions. Chacune fait alors bande à part. Leur projet d'organiser une projection en plein air pour soutenir financièrement une habitante du quartier – les Mimosas – semble tomber à l'eau, mais la présidente de l'association, Roselyne, y tient mordicus. Les histoires personnelles de chacune s'entremêlent avec les événements qui surviennent. Pourquoi le maire de la commune veut-il empêcher la projection ? Pourquoi les hommes du quartier se retrouvent-ils la nuit ? Peu à peu, un trafic d'influence et de papiers d'identité apparaît. Un jeu dangereux qui les dépasse. Roselyne, Élise, Élodie, Josiane, Katia et Saïda doivent retrouver une solidarité pour surmonter tout cela. Un roman graphique piquant. *Swann Meralli, Clément Rizzo, Joël Costes, L'association des femmes africaines contre-attaque, Marabout, Paris, 2021*

AU CŒUR D'UNE FABRIQUE SOCIALE ET TERRITORIALE

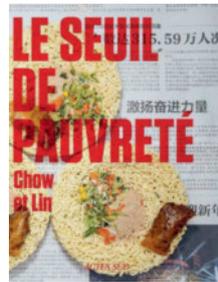


(zs) Bamako, la capitale du Mali, est devenue une métropole illustrant la croissance démographique des grandes agglomérations ouest-africaines. Ce livre-atlas dévoile ces enjeux et les processus de renouvellement de la population, tels que le poids décisif des jeunes ou les déplacements vers la périphérie. S'appuyant sur des enquêtes quantitatives et des observations menées trente ans durant (des années 1990 aux

années 2010), l'ouvrage montre comment les différentes générations et leurs pratiques en matière de logement et de mobilité ont marqué l'histoire des quartiers de Bamako. Il met en lumière également la dimension régionale de la ville. Dans son intégralité, il présente autant les aspects territoriaux que sociaux de cette métropole multiculturelle et bouillonnante.

Monique Bertrand, Bamako. De la ville à l'agglomération, IRD Éditions, Paris, 2021

DANS L'ASSIETTE DES PLUS DÉFAVORISÉS



(zs) Que signifie être pauvre ? Vaut-il mieux être pauvre dans un pays développé ou dans un pays en développement ? Pour répondre à ces questions, le photographe Stéfén Chow et l'économiste Huiyi Lin ont visité 36 pays et territoires en dix ans. Le couple singapouro-malaisien a défini quelle était la quantité de nourriture qu'une personne vivant au seuil de la pauvreté pouvait quotidiennement s'acheter. Puis il a constitué un panier-type dans chaque pays qu'il a ensuite photographié sur du papier journal. À Madagascar, le seuil de pauvreté est de 0,58 franc, de quoi s'acheter un poisson. Au Nigéria, il s'établit à 0,91 franc, soit l'équivalent de deux papayes. Cet ouvrage, à la fois photographique et socio-économique, nous plonge dans la cruelle réalité de millions d'êtres humains à travers le monde. Un éclairage scientifique est apporté, poussant à la recherche de solutions. *Stéfén Chow et Huiyi Lin, Le seuil de pauvreté, Actes Sud, Paris, 2021*

COUP DE CŒUR



© Gian Ehrenzeller

La musique, une force pacificatrice

Cornelia Müller voue un amour infini à la musique. Un amour que cette artiste éclectique partage avec la population d'une vallée reculée du canton des Grisons.

La musique est un langage universel et instantané. Il suffit d'une oreille pour le comprendre. Peu importe de savoir s'il s'agit d'un morceau classique ou d'un chant diphonique sibérien. Il faut être prêt à être transporté. La musique est puissante. Si nous étions vraiment capables de l'écouter, la musique pourrait pacifier le monde. Prenez un orchestre : pour créer de belles compositions, ses membres doivent jouer ensemble et non les uns contre les autres. L'harmonie est indispensable. C'est la même chose dans la vie. J'ai trouvé mon équilibre dans le Val Poschiavo. Lorsque je contemple les montagnes, je ne vois que de la beauté. Et c'est cette beauté que j'essaie de partager. De 1999 à 2021, j'ai organisé Uncool, un festival de jazz contemporain. J'ai invité des artistes du Brésil, du Japon, d'Amérique, d'Italie, de France, d'Angleterre, de Russie, d'Allemagne et de Suisse. De ces rencontres sont nées des collaborations surprenantes. À l'instar du Sun Ra Arkestra de Marshall Allen, un orchestre de jazz américain qui a participé à un festival de musique traditionnelle dans la République de Touva, en Sibérie. Je souhaite partager mon amour de la musique avec la population du Val Poschiavo. Je veux porter la culture urbaine dans un environnement rural, éloigné des grands centres. En 2013, j'ai lancé le projet « Artists in Residence ». Des artistes passent trois semaines dans la vallée, entourés de silence, de belles montagnes et d'un environnement inspirant. À la fin de leur séjour, ils se produisent devant un public local, ouvert à des prestations parfois insolites et surprenantes. Et moi, qui ne voyage plus, j'apporte ici le monde et sa musique pour les partager avec celles et ceux qui savent écouter.

(Propos recueillis par Luca Beti)

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien. La version en ligne est également disponible en anglais.

Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction

Patricia Danzi (responsable),
Barbara Hell (coordination globale),
Beat Felber, Marie-Noëlle Paccolat,
Charlotte Stachel, Özgür Ünal

Rédaction

Beat Felber (bf - production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Samanta Siegfried (sam)

Courriel: info.deza@eda.admin.ch

Réalisation, Photolitho et impression

Stämpfli SA, Berne

Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Communication DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@gewa.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

Tirage total: 47 400 exemplaires

Couverture: Installation éolienne au Cap-Oriental, en Afrique du Sud.
© Paul Langrock/Zenit/laif

ISSN 1661-1675

www.un-seul-monde.ch
www.ddc.admin.ch

« Les efforts déployés pour associer davantage les jeunes à la prise de décisions et à la mise en œuvre de solutions montrent combien il est urgent de placer la justice climatique au cœur du développement durable. »

John Leo Algo, page 3

« Nous pouvons mettre fin à l'extrême pauvreté, et ce, malgré le changement climatique. Mais, pour y parvenir, il faudra intégrer les aspects climatiques dans les actions menées en faveur du développement. »

John Roome, page 13

« Ayons le courage de remettre en question certains modèles économiques et sociaux qui sont aujourd'hui ouvertement problématiques, même si ceux-ci ont apporté des améliorations concrètes par le passé. »

Océane Dayer, page 35
